

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DES

DOMMAGES-INTÉRÊTS

EN CAS D'EXERCICE ABUSIF DES ACTIONS EN JUSTICE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES JURIDIQUES)

Présentée et soutenue le Mercredi 9 Novembre 1910, à 2 h. 1/2

PAR

JULES MOREL

Avocat à la Cour d'appel de Paris

Président : M. ALBERT TISSIER, professeur

Suffragants { *MM. BARTIN, professeur*
MASSIGLI, professeur

PARIS

JOUVE ET C^{ie}, ÉDITEURS

15, rue Racine, 15

1910

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DES
DOMMAGES-INTÉRÊTS

EN CAS D'EXERCICE ABUSIF DES ACTIONS EN JUSTICE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(SCIENCES JURIDIQUES)

Présentée et soutenue le Mercredi 9 Novembre 1910, à 2 h. 1/2

PAR

JULES MOREL

Avocat à la Cour d'appel de Paris



Président : M. ALBERT TISSIER, professeur

Suffragants { *MM. BARTIN, professeur*
MASSIGLI, professeur

PARIS

JOUBE ET C^{ie}, ÉDITEURS

15, rue Racine, 15

1910



Digitized by the Internet Archive
in 2026

DES
DOMMAGES - INTÉRÊTS
en cas d'exercice abusif
DES ACTIONS EN JUSTICE

INTRODUCTION

« Parmi toutes les causes dont il peut naître des
« dommages-intérêts, il y en a peu d'aussi fréquente
« que l'injustice de ceux qui, entreprenant ou sou-
« tenant des procès injustes, causent à leur partie
« des frais que les condamnations aux dépens ne
« réparent presque jamais, et encore d'autres dom-
« mages dont ces procès sont les seules causes,
« comme la perte du temps, surtout de ceux qui
« vivent de leur travail et plusieurs autres suites de
« l'injustice et de la chicane des mauvais plaideurs ;
« ce qui rend très juste la condamnation aux dom-
« mages-intérêts lorsque la vexation est telle qu'elle
« y donne lieu. Et puisque cette règle s'observe si
« rarement qu'il semble qu'elle soit abolie, comme
« elle a pour principe l'équité, qu'elle est du droit

« naturel et qu'elle avait été renouvelée par les
« ordonnances, il est de la prudence des juges de la
« mettre en usage dans les occasions où l'injus-
« tice, la chicane, la vexation peuvent le mériter (1). »

Ces paroles de Domat paraissent écrites d'hier.

Le droit de citation en justice qui appartient à tous les citoyens est aussi un de ceux qui permettent, de la façon la plus aisée, à la malice de se manifester.

Le plaideur peut toujours compter qu'en « traînant » son adversaire devant les tribunaux, il en coûtera à ce dernier quelque chose de sa fortune ou de son honneur.

L'abus, sous cette forme, est extrêmement fréquent et se traduit de la façon la plus variée. Aussi la jurisprudence qui le condamne est-elle considérable : il faut dire aussi qu'elle est constante et qu'elle n'a jamais hésité pour frapper celui qui se sert malicieusement de son droit, à appliquer dans toute sa rigueur la maxime *Malitiis non est indulgendum*.

La plupart de ces décisions paraissent voir la faute génératrice de responsabilité dans un abus que le plaideur aurait fait de son droit. Elles parlent volontiers d'*actes abusifs*, d'*abus du droit* et ceci nous amène à dire un mot sur la célèbre question de l'abus du droit.

1. Domat, *Les Lois civiles dans leur Ordre naturel*, l. 3, t. V, sect. II, § 14.

Notre prétention n'est pas d'exposer et de discuter tous les systèmes qui ont été proposés. C'est là un sujet qui ne souffre point la médiocrité après tant d'éminents juristes qui l'ont traité. Cet effort, d'ailleurs, ne cadrerait point avec le but, infiniment plus modeste, que nous nous sommes assigné, et nous nous bornerons à exposer les grandes lignes de la question.

En bâtissant sur mon terrain une construction dont le voisinage va incommoder le propriétaire du fonds contigu, je ne fais qu'exercer un droit incontestable.

De même, un patron use seulement de son droit, quand il renvoie un de ses ouvriers. Et, inversement, l'ouvrier qui s'associe à une grève ou qui, individuellement, cesse le travail, agit dans la limite d'un droit légitime et reconnu.

Dans tous ces cas, cependant, un préjudice va résulter de l'exercice de ce droit. L'ouvrier renvoyé par son patron va souffrir de la misère s'il ne retrouve bientôt un nouveau travail ; le patron abandonné par ses ouvriers va être acculé à la faillite, à la ruine.

Il ne paraît point cependant que l'auteur de ces différents préjudices ait, en rien, engagé sa responsabilité : il n'a fait qu'user d'une faculté que la loi lui accorde. C'est ce que l'on exprime en disant : *Nullus videtur dolo facere qui suo jure utitur.*

Mais s'il est vrai que le patron peut renvoyer son ouvrier, la loi dit en même temps (1) qu'il pourra être condamné à des dommages-intérêts en réparation du préjudice qu'il aura pu causer.

Voici donc un cas où la loi elle-même a limité l'étendue d'un droit déterminé. Celui qui dépasse ces limites accomplira un acte certainement illicite.

Mais que décider dans les cas très nombreux où la loi n'a point délimité le droit ? Si un préjudice est causé par l'exercice de ce droit et une faute commise, faudra-t-il dire qu'on a abusé de son droit ou qu'on a agi sans droit ?

Quelle que soit la réponse qu'on fera à la question, il faudra nécessairement que l'acte incriminé soit un acte illicite. Pour les partisans de la thèse de l'abus du droit cette illicéité résultera précisément du caractère abusif de l'acte, pour les autres elle résultera de ce que l'acte a été accompli en dehors des limites du droit.

C'est Larombière qui paraît avoir le premier aperçu la controverse.

« Toute question de faute, écrivait-il, et d'imputabilité rentre elle-même dans l'examen du caractère

1. Art. 1780 C. civ., loi du 27 décembre 1890. — ...Le louage des services, fait sans détermination de durée, peut toujours cesser par la volonté d'une des parties contractantes.

Néanmoins, la résiliation du contrat, par la volonté d'un seul des contractants, peut donner lieu à des dommages-intérêts.

illicite que doit présenter le fait dommageable. Or, par illicite, il faut entendre ce que la loi n'autorise point, ce qu'elle défend même, ce qu'on n'a pas le droit de faire: *quod non jure fit*.

» Réciproquement, est licite ce qu'on a le droit de faire. Dès lors, nul n'est en faute quand il ne fait qu'user de son droit : *nullus dolo facere videtur qui suo iure jutitur*; et celui-là seul cause préjudice qui fait ce qu'il n'a pas le droit de faire : *nemo damnum facit nisi qui id facit quod facere non habet*.

» Peu importe donc que dans l'exercice régulier et prudent de son droit, il ait causé quelque dommage à un tiers. Comme l'action en dommages-intérêts a essentiellement son principe dans la violation du droit d'autrui, à défaut de ce droit, elle manque de base légale à l'égard du prétendu contrevenant. Il est irresponsable et ne doit aucune espèce de réparation. Ce ne serait plus en réalité un droit, s'il ne pouvait l'exercer que moyennant une indemnité en faveur de celui qui souffrirait de son exercice... Telle est enfin la nature d'un droit qu'il n'existe, en somme, qu'au profit de l'un, à l'exclusion et même au préjudice de tous autres. Tant mieux, tant pis ! cette maxime du monde s'applique également au droit strict (1). »

1. Larombière, *Théorie et Pratique des Obligations sous articles 1382-1383*, n° 11.

Cependant, pour qu'une entière et parfaite irresponsabilité garantisse l'exercice d'un droit, il faut que celui qui l'exerce en use prudemment, avec les précautions ordinaires sans en abuser et sans en excéder les justes limites.

Bien après l'éminent auteur, de nos jours seulement, le fondement théorique a été controversé. Les auteurs se sont divisés en deux écoles : l'une, enseignant que les actes abusifs constituent une véritable catégorie d'actes illicites, parfaitement distincte ; l'autre, enseignant, au contraire, qu'il ne saurait y avoir d'abus d'un droit, qu'il n'y a que des actes accomplis sans droit et qu'en tout cas, la formule même d'abus du droit est contradictoire et constitue une véritable « logomachie ».

Les partisans de la thèse de l'abus du droit sont eux-mêmes divisés en ce qui concerne la recherche du critérium qui permettra de reconnaître l'abus.

M. Sourdat trouve ce critérium dans l'intention qui a guidé l'auteur de l'acte dommageable :

« Nous pensons, dit-il, qu'il y aurait véritablement faute et délit dans le sens de l'article 1382 du Code civil, de la part de celui qui, ayant plusieurs manières d'exercer son droit, aurait choisi, sans nécessité et dans le dessein manifeste de nuire, celle qui peut être préjudiciable à autrui (1). »

1. Sourdat, *Traité général de la Responsabilité*, 2^e éd., p.439.

M. Duffau-Lagarosse (1) fait consister l'abus du droit dans le défaut d'intérêt ou l'illicéité de l'intérêt de l'agent.

C'est l'application de la maxime « Pas d'intérêt, pas d'action ». Il n'y a pas de droit sans un intérêt matériel ou moral qui en est la base. Sans cet intérêt à agir, le mobile de l'acte devient illicite et peut constituer un délit civil. L'acte ainsi caractérisé n'est plus l'exercice d'un droit : il devient un acte abusif entraînant la responsabilité de son auteur.

Il n'est pas impossible, d'après M. Duffau-Lagarosse, de trouver dans la loi positive des prescriptions qui ont consacré ce principe. C'est ainsi que la loi exige, pour l'exercice de l'action Paulienne le *consilium fraudis*. Le débiteur, qui essaie de soustraire son patrimoine à l'action de ses créanciers, a un intérêt évident à le faire ; mais cet intérêt ne saurait être sanctionné par la loi parce qu'il est illicite et que le vœu de la loi est que tout individu n'use de son droit que pour des motifs légitimes.

C'est à cette thèse subjective qui fait consister l'abus dans l'intention de nuire que s'est rallié M. Ferrou, dans une note très remarquable au Sirey, 1905. 2. 17 sous Bordeaux, 14 décembre 1903.

D'après lui, cette doctrine serait appelée à recueillir des adhésions de plus en plus nombreuses. Elle

1. Duffau-Lagarosse, *Revue Critique*, 1899.

est conforme à la tendance actuelle des législations à substituer, à l'antique conception individualiste du droit, la conception sociale des droits individuels.

Le droit, a-t-on dit, n'existe que s'il a pour base un intérêt sérieux et légitime. Les facultés que la loi reconnaît à l'individu ne sauraient être rapetissées, dans les mains de l'homme, au rôle puéril d'un hochet : elles ne peuvent davantage être pour lui un instrument de vexation contre son semblable. Les droits ont été sanctionnés par le législateur pour assurer la paix dans la société et non pour servir des rancunes individuelles.

Il faut donc admettre qu'un fait normalement licite peut devenir illicite par le but poursuivi. A la condition que l'intention de nuire soit nettement établie et si l'acte incriminé, étant donné sa nature et les circonstances, ne peut s'expliquer que par cette intention, le juge devra prononcer une condamnation.

M. Capitant (1) voit l'abus non seulement dans l'intention de nuire, mais même dans une faute de négligence ou d'imprudence.

Cette théorie est celle qui s'accorde le mieux avec la jurisprudence de la Chambre des Requêtes de la

1. Capitant, *Des Obligations de voisinage et spécialement....*
(*Revue critique de Législation et de Jurisprudence*, t. XXIV, 1900.)

Cour de cassation en matière d'exercice abusif des actions en justice. D'après cette jurisprudence, quand une action a été intentée avec négligence ou imprudence, en dehors de toute intention de nuire, des dommages-intérêts peuvent être alloués.

Le critérium purement subjectif de l'abus présente certains dangers qui n'ont point échappé à M. Saleilles (1).

Il sera presque toujours impossible au juge de discerner l'intention de nuire dans la pensée de l'auteur du préjudice.

Rien n'est plus dangereux, dit-il (ou sinon rien n'est plus inutile), que de vouloir s'en remettre uniquement à la psychologie individuelle du soin de fournir le critérium de l'abus du droit : il n'est personne qui ait, en pareil cas, l'ingénuité d'avouer qu'il n'avait d'autre but que de nuire à autrui. Il sera toujours facile d'alléguer un intérêt individuel.

Il faut donc trouver un autre critérium plus sûr et d'une généralisation plus facile. M. Saleilles en voit la formule dans « *l'exercice anormal* du droit, exercice contraire à la destination économique et sociale du droit subjectif, exercice réprouvé par la conscience publique et dépassant, par conséquent, le

1. Saleilles, *Étude sur la Théorie générale de l'Obligation*, 2^e édition.

contenu du droit, puisque tout droit, au point de vue social, est relatif et qu'il n'y a pas de droits absolus, pas même la propriété ».

A l'encontre de ces théories, de très savants auteurs ont élevé un système qui consiste à nier que les actes abusifs constituent une catégorie nouvelle et distincte de faits illicites.

M. Esmein, dans une note de la plus haute importance au Sirey 1898. 1. 17 sous Cassation, 29 juin 1897, déduit magistralement les raisons pour lesquelles il ne craint pas de s'élever contre la doctrine de l'abus des droits. Elle ne paraît pas, au savant auteur, juridiquement acceptable et manque, en tout cas, de base légale. L'article 1382 a déterminé d'une façon suffisamment précise les éléments qui constituent la faute. Ce ne peuvent être que des faits illicites et l'on ne saurait prétendre que l'exercice d'un droit est un fait illicite.

Et surtout, le juge, pour la détermination de la faute, ne doit point se préoccuper des intentions de celui qui exerce son droit.

En entrant ainsi, dit-il, dans la recherche des intentions, en professant qu'un droit malicieusement exercé, quoique sans aucune manœuvre dolosive, peut donner lieu à des dommages-intérêts, on substitue, croyons-nous, *la faute morale à la faute juridique* et l'on transforme nos juges en censeurs.

Ce qu'il faut dire c'est que le droit individuel n'est le droit qu'autant qu'il demeure dans sa sphère propre.

S'il vient à servir, entre les mains de son titulaire, d'instrument pour entraver chez autrui le libre exercice d'un droit individuel, il devient un acte accompli *sans droit*, c'est-à-dire un acte illicite.

M. Planiol a développé la même idée dans son remarquable *Traité élémentaire de Droit civil* :

Les auteurs, dit-il, qui pensent qu'un acte licite (exercice d'un droit) peut néanmoins être illicite (usage abusif), sont principalement amenés à cette conclusion, parce qu'il leur semble impossible de tolérer l'intention de nuire ; dès lors, tout droit exercé sans intérêt réel, sans motifs légitimes, uniquement pour nuire à autrui, devient un délit qui engage la responsabilité de son auteur.

L'idée est généreuse, mais, est-elle exacte ? Les hommes passent leur vie à se nuire les uns aux autres ; la vie des sociétés est une lutte perpétuelle et universelle ; toute action, tout travail est un fait de concurrence économique ou sociale ; tout homme, toute nation qui acquiert une supériorité dans une branche quelconque de son activité, en supprime d'autres, évince des concurrents, leur nuit *et c'est son droit de leur nuire*. Telle est la loi de la nature, et l'humanité n'a pas d'intérêt à s'y soustraire, parce qu'elle est le seul stimulant de son énergie. Il est manifestement impos-

sible d'obliger celui qui triomphe aux dépens d'autrui à indemniser ses concurrents malheureux.

L'intention de nuire n'a donc pas toujours comme conséquence nécessaire de rendre illicite ce qui était licite.

Et l'éminent professeur donne des exemples où l'intention nocive n'est pas prise en considération.

Dans la plupart des cas, dit-il, l'intention de nuire n'est pas prise en considération : ce n'est pas d'elle que dépend le caractère licite ou illicite de l'acte. Cette proposition, qui peut sembler surprenante après tout ce qui a été écrit ou jugé sur l'abus des droits, résulte de maintes observations, principalement des deux suivantes :

1° Les actes lésifs résultant de la concurrence économique ou sociale sont permis par la loi sans qu'il y ait à rechercher si le dommage a été voulu, car ce dommage porté à autrui est inévitable ; il n'y a d'illicite que l'emploi des moyens violents, comme on en voit dans la plupart des grèves, ou frauduleux, comme les cas de concurrence déloyale entre commerçants ;

2° Quand l'acte dommageable est réprimé au moyen de l'action en indemnité, l'intention de nuire est encore indifférente : s'il y a eu intention de nuire, on dit qu'il y a eu délit ; si elle fait défaut, on dit qu'il y a eu quasi-délit ou simple faute, mais les deux cas sont traités de même et,

voulu ou nom, le dommage donne toujours lieu à la même réparation.

Les abus du droit ne constituent donc pas une nouvelle catégorie de faits illicites. Surtout la formule même est vicieuse et même dangereuse.

« Le droit cesse où l'abus commence » ; où commence l'illicéité finit la légitimité.

Telles sont les théories doctrinales, rapidement résumées, qui ont été formulées sur la question si passionnante de l'abus du droit.

Elles ont pénétré dans la jurisprudence et la même affaire a permis à un tribunal et à une Cour d'appel de trancher le problème dans un sens diamétralement opposé.

Il s'agit d'une espèce célèbre où la question se posait de savoir si le fait de s'ingérer dans une grève constituait pour les tiers un droit pouvant dégénérer en abus lorsque, par suite de cette immixtion des tiers, un préjudice avait été causé. Le tribunal de Toulouse avait estimé :

Que l'ingérence des tiers dans une grève est, quoique dommageable pour autrui, un acte licite, parce que, aux termes de l'article 1382, celui-là seul est responsable qui a commis une faute et qu'il n'y a point faute à user de son droit, *sans d'ailleurs en abuser*.

Dans son arrêt, la Cour de Toulouse s'est précoc-

cupée de redresser cette doctrine et voici comment elle s'exprime dans ses motifs :

Attendu que la Cour ne saurait admettre cette solution, qu'on ne peut abuser d'un droit que si on en dépasse les limites : dans ce cas, on a, non pas abusé ou fait un mauvais et répréhensible usage du droit, mais on s'est mis en dehors de lui, on en est sorti ;

Que si, au contraire, restant dans ses limites, on en a usé dans toute sa rigueur, on ne pourra pas dire qu'on a abusé de son droit ;

Que le tribunal commet encore une erreur juridique en constatant l'abus dommageable d'un droit : quand on possède un droit, l'exercice de ce droit fût-il dommageable pour autrui, ne peut constituer une faute, engendrer une action en dommages-intérêts, parce qu'il *n'y a pas faute à abuser de son droit* ;

Qu'il ne saurait exister un abus du droit, car ce qu'on appelle ainsi, c'est, en réalité, *l'absence d'un droit*, un acte en dehors des limites normales du droit allégué ou reconnu...

Si ce droit est reconnu par la loi, il y a lieu d'en fixer les limites normales ; si on l'a simplement exercé, aucune peine ne sera encourue ; si on en a franchi les limites, on a accompli des actes illicites, et s'ils sont en même temps dommageables, on devra indemniser quiconque en aura souffert (1).

1. Toulouse, 20 juillet 1896 sous Cass., 29 juin 1897. Sirey, 1898. 1. 17 (note de M. Esmein).

Il n'entre pas, dans le cadre de cette étude, de rechercher à quel système il convient de donner la préférence.

Nous n'avons exposé la doctrine que parce qu'il nous a paru intéressant, au début d'une étude portant sur des actes abusifs d'une nature spéciale, de rechercher le principe lui-même.

Si nous avions à émettre nos préférences personnelles, nous dirions qu'il nous a paru sagement juridique de nous ranger aux idées émises par MM. Planiol et Esmein. Les savants auteurs nous paraissent avoir dit sur la question de l'abus du droit les paroles définitives.

Sans doute, la thèse de l'abus est d'une séduisante portée sociale. Elle est, peut-être, plus conforme que l'autre aux tendances contemporaines et à la conception actuelle du droit individuel.

De plus en plus le vieux brocard *Nullus videtur dolo facere qui suo jure utitur* est battu en brèche et les théories individualistes du droit semblent avoir fait leur temps.

Le droit s'est élargi jusqu'au point de renverser la barrière qui le sépare de la morale et de la charité : il s'est socialisé et n'apparaît plus seulement comme la conséquence et la condition de la liberté individuelle.

Les hommes de ma génération, écrit M. Charles Gide,

ceux qui, étudiant il y a quelque vingt-cinq ans, ont applaudi au cours de Laboulaye ou de Prévost-Paradol, se rappellent combien le mot de liberté sonnait fort de leur temps, combien de vertus on lui prêtait. Ce mot suffisait à tout, il répondait à tout, il justifiait tout : il était, dans tous les discours, le mot de la fin, celui après lequel il ne reste plus qu'à s'asseoir. Mais, depuis quelques années la sonorité de ce mot décroît, comme les vibrations d'une cloche à mesure qu'on s'éloigne du rivage.

Mais il serait injuste de faire, aux théories négatrices de l'abus du droit, le reproche d'un étroit individualisme. Nous verrons que ces théories, au contraire, approuvent, dans l'ensemble, la jurisprudence qui a sanctionné, dans toutes ses manifestations, l'usage excessif des droits.

Elles présentent, d'autre part, cet avantage, d'offrir à ces décisions judiciaires, par un raisonnement juridique, une base légale certaine.

Elles ont surtout cette utilité de nous prémunir contre les dangers certains que pourrait présenter la généralisation d'une formule vicieuse et incorrecte.

En ce qui concerne la catégorie spéciale d'actes abusifs que nous allons étudier, ces théories vont nous permettre de préciser leur nature particulière. Il ne s'agit pas, en réalité, d'actes constituant un abus du droit. « Quand une personne, dit M. Esmein, intente sciemment un procès injuste ou de pure chi-

cane, ou forme un appel frustratoire, on ne peut pas dire qu'elle exerce un droit : personne n'a le droit de réclamer à autrui ce qu'il sait ne pas être dû (1). »

Ils constituent de véritables actes accomplis sans droit, parce qu'ils dépassent l'étendue du droit de recours à la justice qui n'est donné aux parties que dans un but déterminé : le règlement par l'autorité judiciaire des différends qui les divisent.

Pour les qualifier d'actes abusifs, on songeait au droit qui appartient à tous de porter une demande devant le juge compétent et ce droit est absolu, en ce sens, que le tribunal ne pourra pas, en invoquant l'évidente injustice de la demande, refuser d'accueillir celle-ci et de statuer sur elle.

La formule est donc incorrecte : nous l'employons néanmoins parce qu'elle est entrée dans l'usage, mais avec les corrections et les réserves que nous venons d'indiquer.

1. Note sous Cass., 29 juin 1897. Sirey, 1898. I. 17.

CHAPITRE PREMIER

DU PLAIDEUR TÉMÉRAIRE

NOTIONS GÉNÉRALES ET HISTORIQUES

Recourir à la justice est un droit sacré pour l'individu ; c'est même, pour lui, une nécessité, car il ne saurait se faire justice lui-même.

Mais ce droit, comme tous les autres droits, ne peut être exercé que conformément à son but normal : la solution par le pouvoir judiciaire des différends qui naissent entre les citoyens, en vue du maintien de l'harmonie et de l'ordre dans la société.

On ne saurait donc admettre qu'il puisse servir, entre les mains de son titulaire, d'instrument de vexation contre son semblable.

Malheureusement, il en est souvent ainsi et la race des mauvais plaideurs n'est pas près de s'éteindre. Leur malice a tant de façons de se donner carrière et, il faut le dire, notre procédure offre tant de ressource à l'esprit de chicane !

Ici le mauvais plaideur épuise les voies de recours que la loi met à sa disposition et voilà l'heure

de la justice retardée, de plusieurs années peut-être pour son malheureux adversaire.

Là, ceseront des saisies-arrêts accumulées méchamment, rendant indisponibles les plus clairs deniers du débiteur saisi.

Toujours même un préjudice résultera du simple fait que l'on sera obligé de défendre à une action intentée sans motifs sérieux et dans la nécessité de s'engager dans des frais illimités.

Combien de procès ne sont-ils faits que dans le but de gagner du temps par un débiteur malhonnête qui va accumuler les incidents et épuiser les voies de recours.

Combien d'autres ne sont faits que dans le but de lasser la patience du défendeur ou de l'effrayer par la perspective de frais ruineux ?

Tout le monde connaît l'expression devenue courante : « faire des frais à son adversaire » n'est-elle pas trop souvent le but de la plupart des procès ?

Jamais peut-être l'adage qu'un « mauvais accommodement vaut mieux qu'un bon procès » n'a été plus vraie que de notre temps.

Sans doute la justice est gratuite, mais nous savons ce qu'il faut entendre par cette expression. Les plaideurs n'ont plus à payer leurs juges, comme au temps des épices et de la vénalité des offices, mais les frais d'instance sont considérables. Comme on l'a dit, la justice est gratuite, mais les

moyens de parvenir jusqu'à elle ne le sont point.

Même si le plaideur gagne son procès, l'allocation des dépens ne le couvrira presque jamais des débours qu'il aura dû faire.

Ne seront pas compris, en effet, dans les dépens, les sommes, parfois les plus considérables, qu'il aura dû verser, comme les honoraires de son avoué, ceux de son avocat, quelquefois ceux de l'agent d'affaires ou du correspondant, les frais d'enregistrement de certains actes, etc...

Ajoutons à cela la perte de temps, les inquiétudes occasionnées par l'incertitude de la solution ou les chicanes de l'adversaire et on se rendra compte du souci énorme que constitue le plus petit procès.

Aussi la jurisprudence qui frappe ceux qui aggravent, par leur faute, les inconvénients nécessaires de l'exercice d'un droit en justice, est-elle unanimement approuvée parce qu'elle est conforme à l'équité et parce que, de tout temps, la chicane et les mauvais procès ont été détestés.

A Rome, la sentence du juge pouvait, dans certaines actions, entraîner des peines pécuniaires sanctionnées par l'action *judicati*.

Dans la procédure du *sacramentum* cette condamnation représente la peine du parjure pour le plaideur qui succombe (1) : elle est l'enjeu du pari perdu par

1. F. Girard, *Manuel élémentaire de Droit romain*, 2^e édition, p. 962.

celui qui est débouté de ses prétentions et fixé à 50 ou 500 as, selon que l'objet du litige dépasse ou non 1000 as. Elle est garantie par les *prædes sacramenti*.

A l'occasion de l'exercice de la *condictio certæ pecuniæ*, les parties peuvent stipuler au profit du gagnant une promesse réciproque de payer une indemnité fixée d'avance : c'est la *sponsio* ou la *restitutio tertiæ partis* (1).

Le défendeur, absous du procès qu'on lui a injustement intenté, peut obtenir des dommages-intérêts fixés en général à 1/10 de ce qu'on lui demandait à tort. Mais il doit faire la preuve de la mauvaise foi de son adversaire par le *judicium calumniæ*, à moins qu'elle ne résulte du débat lui-même (*judicium contrarium*) (2).

Indépendamment de ces réparations qui constituent plutôt une *stipulatio pænæ*, analogue à notre condamnation aux dépens que le droit romain n'a pas connue dans la même forme, la législation de Justinien avait organisé différentes sanctions légales contre les plaideurs de mauvaise foi (*Institutes*, l. IV, titre VI *de pœna temere litigantium*, § 1, l. II, au Code *de jure jurando propter calumniam*, loi 2-52).

Ces pénalités étaient exclusives, bien entendu, de

1. Girard, ouvrage cité, p. 480.

2. Girard, ouvrage cité, p. 1008 et s.

la *nota* du censeur à laquelle s'exposait le plaideur téméraire.

Notre très ancien droit français ne connaissait pas non plus la condamnation aux dépens : « Nus n'est tenus, dit Beaumanoir, de rendre damaces à autrui de plet qui soit en cort laie, par nostre coutume. »

Elle était remplacée par des amendes au profit du seigneur et des hommes qui siégeaient avec lui. Ces amendes coutumières tenaient lieu de salaire aux juges avant l'usage des épices (1).

Certaines coutumes obligeaient chacun des plaideurs à déposer en gage la valeur du 1/10 des choses contestées. Après le jugement, le vainqueur retirait son gage et le fisc prenait celui du vaincu. Il y a là une analogie frappante avec la procédure du *sacramentum* et les *prædes sacramenti*.

Enfin, une ordonnance de François 1^{er} (1539) vint disposer que des dommages-intérêts pourraient être accordés à celui des plaideurs qui gagne son procès proportionnés à la témérité de l'instance (2).

1. Loyseau, *Des Seigneuries*, n^{os} 374 et 375. C'est de là qu'est venu le proverbe : « Les battus paient l'amende. »

2. Isambert, *Anciennes Lois françaises*, t. XII, p. 575.— Ordonnance du roi François 1^{er} (juillet 1539).

« Scavoir faisons à tous présens et à venir, que sur les plaintes et clameurs de nostre peuple, qui journellement recourt à nous en grande et piteuse exclamation, que le procez étant intentez et pendans en nos cours et jurisdictions sont immortels... et des-

Notre droit actuel n'a point reproduit les textes qui édictaient des peines contre le plaideur téméraire. On a pu dire même qu'une semblable pénalité était contraire à nos principes ; on pourra donc poursuivre son droit avec une âpre rigueur, il sera toujours légitime d'intenter une action en justice et, à plus forte raison, d'y défendre.

On ne s'exposera jamais, dans ce cas, qu'à la condamnation aux dépens, qui reste, dans nos lois, la seule peine du plaideur téméraire.

Encore faut-il s'entendre sur le sens du mot peine appliqué aux dépens. Ils ne sont pas une peine, au sens juridique de ce mot, une sanction organisée par la loi en vue de la répression d'une infraction déterminée.

On ne soutient plus aujourd'hui que les dépens aient ce caractère. Cette doctrine qui fut celle de quelques auteurs est aujourd'hui abandonnée.

On se basait pour la soutenir sur le fait que l'ar-

quels procez ne peuvent avoir expédition au moyen des parties, procureurs, solliciturs et aultres qui, sachant veritablement n'avoir juste cause de demander ou poursuivre les procez par eux iniquement intentez ou injustement soutenus et defendus, en manière que les parties ayant bon droit, sont douze, quinze, vingt ans, et toute leur vie à la poursuite dezdits procez, et tant qu'ils y consomment leurs corps et biens, et demeurent les pauvres vefves enfans desnuez et misérables.»

Les peines prononcées par l'ordonnance sont surtout dirigées contre les « procureurs et advocats qui ont par leurs abuz, calomnies et cavillations, subterfuges et malversations été causes de la longueur et protelation des procez ».

ticle 130 du Code de procédure civile a reproduit presque textuellement les termes de l'article 1 du titre XXXI de l'ordonnance de 1667 (1).

Or, à cette époque, la condamnation aux dépens avait le caractère d'une pénalité ; elle était la peine dont le juge devait punir le perdant (2) et qu'il était tenu de prononcer d'office, même si le gagnant n'en avait pas demandé l'adjudication. L'article 130 ayant reproduit l'ordonnance on en concluait que les dépens avaient conservé le même caractère de pénalité (3).

Cette opinion ne se soutient plus aujourd'hui. Elle ne résiste pas, en effet, à ce seul argument, que la condamnation aux dépens est toujours prononcée même contre le plaideur qui succombe dont la bonne foi est certaine. Dans ce cas, son but n'est donc pas de réprimer un délit.

Comme on l'a dit fort justement, « le principe de la condamnation aux dépens réside dans l'obligation naissant du contrat judiciaire qui s'établit entre les

1. Ordonnance de 1667, titre XXXI, art. 1.— « Toute partie, soit principale, soit intervenante, qui succombera... sera condamnée aux dépens.

Code proc. civ., art. 130. — « Toute partie qui succombera sera condamnée aux dépens. »

2. Glasson et Tissier, *Traité théorique et pratique de Procédure*, t. I, p. 558.

3. Chauveau et Carré, *Lois de la Procédure*, 4^e édit., question 555.—Rousseau et Laisney, *Dictionnaire de Procédure*. V^o dépens, p. 599.

parties par cela seul qu'elles se présentent devant la justice pour obtenir droit ».

Son but, c'est d'indemniser le gagnant des frais qu'il aura été obligé d'exposer, soit pour soutenir une juste demande, soit pour défendre à une demande qui ne l'était pas. Quelle que soit sa bonne foi, quelque légitime que soit l'usage que le perdant aura fait de son droit, il n'en sera pas moins condamné aux dépens, ce qui exclut toute idée de pénalité.

Quelques arrêts ont paru cependant considérer les dépens comme une véritable peine.

Attendu, dit la Cour de cassation, qu'aux termes de l'article 130 du Code de procédure civile, la *seule peine du plaideur téméraire* consiste dans la condamnation aux dépens... (1).

Mais il faut comprendre le sens que la Cour a attaché à ce mot. Il ne signifie point que les dépens sont une peine légale au sens étroit du mot. La Cour veut dire que pratiquement cette condamnation agit comme une peine, qu'elle est une peine et une menace contre la légèreté ou la témérité du plaideur.

Il n'y a donc pas, dans notre droit français, de peine spéciale du plaideur téméraire.

1. Cass., 22 avril 1891. Sirey, 1895. 1.31.

Par contre, les procès de pure chicane et les mauvais plaideurs n'ont point diminué et, pour les atteindre, la jurisprudence a fait application des dispositions de l'article 1382.

Appliquant dans toute sa rigueur la maxime : *Malitiis non est indulgendum*, elle a accordé des dommages-intérêts aux victimes de toutes les formes de la malice et de l'injustice.

Nous allons étudier successivement les solutions jurisprudentielles qui ont alloué des dommages-intérêts en cas d'exercice abusif des actions. La coutume s'est installée de les classer en quatre catégories :

- 1° L'exercice abusif de la demande en justice ;
 - 2° L'exercice abusif de la défense en justice ;
 - 3° L'exercice abusif des voies de recours contre les jugements ;
 - 4° L'exercice abusif des voies d'exécution.
-

CHAPITRE II

EXERCICE ABUSIF DE LA DEMANDE EN JUSTICE

Puisqu'il n'y a plus, dans nos lois, de peines contre les plaideurs téméraires et que, notamment, la condamnation aux dépens ne saurait avoir ce caractère, le juge devra recourir nécessairement à l'article 1382 pour baser une allocation de dommages-intérêts en sus des dépens.

Il devra donc relever à la charge du plaideur une faute présentant les éléments exigés par ce texte.

Nous verrons que la jurisprudence de la Cour de cassation a été divisée en ce qui touche la gravité de la faute exigée, mais elle a toujours cassé les jugements ou arrêts qui n'en rapportaient point l'existence.

Attendu, dit-elle, que la condamnation prononcée en dehors d'une faute nettement constatée, manque de base légale; qu'il y a ainsi violation de l'article 1382 : Casse... (1).

1. Cass., 8 août 1893. Sirey, 1896. I. 180.

Attendu, dit-elle encore, que le tribunal a condamné R... à payer une somme de 10 francs à titre de dommages-intérêts sans constater la faute commise ni le préjudice éprouvé : Casse... (1).

Non seulement la faute devra être établie, mais le juge devra encore en caractériser les éléments constitutifs, et si sa décision n'est pas motivée sur ce point, il s'expose au contrôle de la Cour de cassation.

Attendu que le jugement attaqué a condamné la compagnie à payer à M... et à G... la somme de 20 francs à titre de dommages-intérêts sans constater que la procédure ait été abusive et vexatoire du chef de la compagnie ni relever aucune faute à la charge de celle-ci et sans donner de motifs à l'appui de l'allocation d'une indemnité : Casse... (2).

Même si le juge déclare que la demande était vexatoire, il s'expose encore à la cassation, s'il n'a pas pris le soin de préciser les faits de nature à justifier cette appréciation.

Attendu que le jugement attaqué a condamné les demandeurs en cassation à des dommages-intérêts envers les défendeurs en cassation sous prétexte que leur appel était

1. Cass., 18 juin 1892. Sirey, 1896. I. 335.

2. Cass., 20 novembre 1895. Sirey, 1896. I. 148.

purement vexatoire, mais sans relever aucun fait propre à justifier cette appréciation; que cette formule vague ne permet pas à la Cour de cassation d'exercer son droit de contrôle et de vérifier si l'appel était véritablement abusif, qu'en omettant de s'expliquer à cet égard, le jugement attaqué n'a pas donné de base légale à sa décision : Casse de ce chef... (1).

Une faute bien caractérisée et précisée est donc exigée par la Cour de cassation pour justifier une allocation de dommages-intérêts. Mais quelle devra être la gravité de cette faute ?

S'agissant d'un droit, douteux par définition, puisqu'il est déduit en justice, ne convient-il pas, pour le juge, de se montrer particulièrement rigoureux en ce qui touche la gravité de la faute.

C'est ici que se place une jurisprudence fort intéressante qui a divisé longtemps la Chambre civile et la Chambre des Requêtes de la Cour de cassation.

La Chambre civile a toujours exigé que la faute, en matière d'exercice d'une action en justice, présentât les caractères d'un acte de malice ou de mauvaise foi ou tout au moins d'un acte d'erreur grossière équipollente au dol.

En un mot, elle restreint dans une très large mesure la portée des articles 1382-1383 qui dis-

1. Cass., 22 mai 1901. Dalloz, 1901. I. 393.

posent qu'on est responsable de toute faute, si elle a causé un préjudice, même d'une faute d'imprudence et de légèreté.

La formule qu'elle emploie et qu'elle a invariablement maintenue est celle-ci :

Attendu que nul n'est en faute s'il n'a fait qu'user d'un droit et que c'est un droit pour les particuliers de soumettre aux tribunaux les différends qui les divisent ;

Que l'exercice de ce droit ne pourrait devenir une faute que s'il constitue *ou un acte de malice ou de mauvaise foi ou, au moins, une erreur grossière équipollente au dol* (1).

Cette formule d'ailleurs, la Chambre civile l'emploie dans presque tous les arrêts où l'abus d'un droit a été sanctionné par une allocation de dommages-intérêts. Elle ne la restreint pas au seul exercice abusif de recourir à la justice comme demandeur. Elle a une portée générale et s'applique aussi bien à la matière de la défense que du recours aux voies de réformation contre les jugements. Nous en plaçons l'exposé dans cette partie de notre étude, parce que c'est à l'occasion de l'abus de la demande que la Cour de cassation a eu les occasions les plus nombreuses et les plus variées d'en faire l'application.

1. Cass., 14 août 1882. Sirey, 1883. I. 145.

Il s'agit donc bien d'une faute d'une gravité particulière constituant un délit civil. La malice ou la mauvaise foi, c'est la faute intentionnelle caractérisée par l'intention de nuire. Quant à l'erreur grossière, elle est considérée traditionnellement comme équipollente au dol.

La Cour, d'ailleurs, a précisé sa doctrine.

Attendu que celui qui exerce une action en justice n'est en faute que lorsque cette action est vexatoire, intentée de mauvaise foi, par malice ou tout au moins par suite d'une erreur grossière équipollente au dol ;

Qu'aucune de ces *circonstances exceptionnelles* n'a été relevée par l'arrêt attaqué qui a prononcé néanmoins une condamnation en 500 fr. de dommages-intérêts : Casse...(1).

Sans doute, la Chambre civile n'exige point que la faute soit précisée en termes sacramentels, et il suffira que les circonstances de la cause impliquent que cette faute particulière existe.

C'est ainsi qu'elle a rejeté le pourvoi contre un arrêt qui avait alloué des dommages-intérêts pour le motif que le demandeur s'était entêté dans des prétentions déclarées *inadmissibles* dans une précédente instance. Cet « entêtement » suffit, en effet, à consti-

1. Civ. Cass., 12 février 1895. Sirey, 1897. I. 258.

tuer la faute lourde donnant lieu à des séparations pécuniaires (1).

Mais, dans tous les cas, la faute relevée par le juge devra présenter les caractères spéciaux exigés par la Chambre civile.

C'est ainsi qu'elle a cassé un jugement qui avait accordé des dommages-intérêts parce que la demande avait été *intempestivement* introduite. C'est là un motif insuffisamment caractéristique de la mauvaise foi du plaideur.

Attendu que le jugement attaqué a fait droit à la demande de la dame B... et l'a néanmoins condamnée à 10 francs de dommages-intérêts envers toutes les parties en cause et en tous les dépens, tant de la demande principale que de celle en garantie et contre-garantie sans constater qu'aucune faute lui fût imputable et par l'unique motif que son action aurait été *intempestivement* formée ;

Attendu qu'en statuant ainsi le tribunal a violé les dis-

1. Civ. Cass., 13 juin 1895. Sirey, 1896. 1. 230.

« Attendu que si les demandeurs en cassation ont été condamnés en outre des dépens, en 1.000 francs de dommages-intérêts, c'est, ainsi que l'expliquent les motifs adoptés par la Cour d'appel, pour le fait d'avoir persisté à produire contre le défendeur éventuel des imputations dommageables dont le tribunal de Saint-Brieuc avait fait justice par un premier jugement auquel les époux de B... avaient acquiescé ; que leur entêtement dans des prétentions déclarées inadmissibles dans une précédente instance a pu être considéré par les juges du fond comme une faute lourde donnant lieu à des réparations pécuniaires en outre des dépens légaux : Rejette...

positions sus-visées (1382, Code civ.; 130, C. pr. civ.) : Casse... (1).

Et tout récemment encore, la Chambre civile a jugé que le fait par un plaideur de former une demande qui pourrait être écartée par une exception de chose jugée, ne saurait, à lui seul, être considéré comme une faute lourde équipollente au dol (2).

Quelle que soit l'opinion qu'on ait sur la conception particulière de la faute imaginée par la Chambre civile, on ne peut qu'approuver les arrêts qui ont cassé deux décisions qui avaient accordé des dommages-intérêts, l'une sous prétexte que les *agissements pratiqués sans droit* par le demandeur avaient causé un préjudice, l'autre, à qui il avait suffi, pour allouer une indemnité de constater que le *fait de la contestation* avait causé un préjudice.

C'était bien le cas où la condamnation aux dépens aurait dû suffire.

Vu l'article 1382 du Code civil : Attendu que la Cour d'Alger a condamné les consorts B. B... à payer des dommages-intérêts aux consorts B. M... et qu'elle a uniquement déclaré pour fonder cette condamnation que le *fait de la contestation* avait causé préjudice à ces derniers sans relever aucune faute à la charge des demandeurs; qu'il suit de

1. Civ. Cass., 24 janvier 1877. *Journal du Palais*, 1877, p. 55.

2. Civ. Cass., 6 janvier 1909. *Dalloz*, 1909. 1. 99.

là que la condamnation à des dommages-intérêts n'est pas légalement justifiée et qu'en la prononçant l'arrêt attaqué a faussement appliqué l'article précité : Casse... (1).

Attendu que c'est un droit pour les parties de soumettre aux tribunaux le jugement des différends qui les divisent et que l'exercice de ce droit ne peut devenir une faute qu'autant qu'il constitue un acte de malice ou de mauvaise foi ou tout au moins une erreur grossière équipollente au dol ;

Attendu, en fait, que la Cour d'Amiens a condamné les consorts Dumont à 500 francs de dommages-intérêts pour réparation du préjudice causé aux sieurs E... par les agissements intimes « pratiqués sans droit », sans relever à l'encontre de ces derniers aucun acte de la nature de ceux ci-dessus déterminés ; que la seule énonciation d'agissements pratiqués sans droit, alors qu'aucun acte de mauvaise foi n'est allégué par l'arrêt, ne saurait équivaloir à la constatation d'un acte présentant les caractères juridiques de la faute prévue par les articles 1382-1383 ; d'où il suit que lesdits articles ont été violés : Casse... (2).

Une faute grave présentant les caractères précisés par la Chambre civile est donc exigée par elle.

Et nous verrons qu'elle maintient cette jurisprudence, aussi bien en matière d'abus de la demande qu'en matière d'exercice d'un droit quelconque.

1. Civ. Cass., 12 mars 1894. Sirey, 1894. I. 461.

2. Civ. Cass., 14 avril 1891. Sirey, 1894. I. 351.

La Chambre des Requêtes, au contraire, a pendant longtemps jugé, que même à l'occasion de l'exercice du droit d'agir en justice, l'imprudence ou la légèreté suffisaient à constituer la faute donnant lieu à l'allocation d'une indemnité (1).

Elle applique au plaideur qui succombe, lorsqu'il y a eu, de sa part, indépendamment de tout dol, esprit de chicane, obstination déraisonnable, procédure abusive ou témérité excessive, les dispositions générales des articles 1382 et 1383.

C'est ainsi qu'elle a décidé que si, en principe, le gagnant n'obtient contre son adversaire que les frais de l'instance, il peut obtenir néanmoins des dommages-intérêts, lorsque les attaques de celui-ci ont été « injustes ou abusives ». La faute commise est suffisamment précisée par cette expression (2).

Il lui suffit même que la décision attaquée ait précisé que l'action était *illégitime*, pour que le pourvoi soit rejeté.

Attendu que la demande intentée par E. H... avait pour objet le paiement du prix de marchandises vendues à C...;

1. Arrêts de la Chambre des Requêtes antérieurs à l'arrêt du 11 juin 1890. — 13 novembre 1836. Sirey, 1837. 1. 849. — 13 juillet 1852. *Journal du Palais*, 1853. 2. 176. — 13 janvier 1873. Sirey, 1873. 1. 70. — 7 décembre 1880. Sirey, 1881. 1. 120. — 14 août 1882. Sirey, 1883. 1. 415. — 24 juillet 1882. Dalloz, 1885. 1. 285. — 27 mai 1884. Sirey, 1885. 1. 209. — 10 novembre 1886. Sirey, 1887. 1. 198. — 1^{er} juillet 1889. Dalloz, 1890. 1. 375.

2. Req. Cass., 24 juillet 1882. Dalloz, 1885. 1. 185.

Que l'arrêt attaqué déclare qu'il résulte soit des enquête et contre-enquête faites à l'audience, soit des autres documents du procès, la preuve entière que Carpanetti avait payé à E. H... la somme réclamée, d'où il suit que l'action était illégitime ;

Attendu que cette déclaration des juges du fond, combinée avec les constatations qui précèdent, implique un abus du droit de saisir les tribunaux, une faute commise qui, rapprochée de la circonstance qu'il y a eu préjudice causé, justifie la condamnation à dommages-intérêts ;

Que l'arrêt n'a donc violé aucun des articles susvisés (1382, C. civ. ; 7 de la loi du 20 avril 1810) : Rejette...(1).

Il semble qu'à l'occasion de cette espèce, la Cour se soit surtout prononcée en fait : il était facile de retrouver dans la cause les éléments d'une mauvaise foi certaine chez le demandeur. Demander à quelqu'un ce qu'on sait avoir été payé, c'est, par excellence, de la mauvaise foi. Mais la Cour avait mal qualifié la faute en se contentant de dire que l'action intentée dans ces circonstances, était légitime : si elle n'était qu'illégitime c'eût été le cas de se contenter de la condamnation aux dépens.

Une autre espèce soumise à la Chambre des Requêtes appelle les mêmes observations. La décision attaquée avait alloué des dommages-intérêts

1. Req. Cass., 28 mai 1884. *Journal du Palais*, 1885. I. 133.

par le motif que le fait d'intenter une série d'*actions diverses et téméraires* alors que le droit déduit en justice avait été déjà fixé par une expertise amiable, constitue une faute suffisante pour motiver une allocation de dommages-intérêts.

« Sur le deuxième moyen tiré de la violation de l'article 1382 :

Attendu que la Cour de Chambéry, appréciant les procédés employés par le sieur P..., l'a condamné sur les conclusions de la veuve R... à 300 francs de dommages-intérêts, en sus des dépens ;

Que la Cour s'est fondée sur ce que, dès 1881, il était intervenu entre les parties une expertise amiable qui avait justement fixé les droits de chacune d'elles ; que ces droits, en effet, après tant d'années de discussions judiciaires ont été définitivement consacrés, tels que l'expertise amiable les avait établis ;

Que néanmoins P..., pendant cette longue période d'années, n'avait cessé de se porter demandeur contre la dame R..., toujours pour le même objet et de provoquer à son encontre une série d'actions diverses et vexatoires ;

Que, par cette série d'instances, la Cour fait allusion à toute une série de procès naissant les uns des autres : que la Cour d'appel, en les qualifiant ainsi, a nécessairement attaché à ces mots le sens d'une faute commise par P... ; que la Cour ajoute que la témérité de cette série d'instances a causé à la dame R... ; un préjudice dont il lui est dû réparation.

Que l'arrêt était donc autorisé à prendre les constatations ci-dessus rappelées pour base de la condamnation qu'il a prononcée : Rejette... (1).

Mais la Chambre des Requêtes a précisé sa doctrine, a l'occasion surtout de l'espèce rappelée plus haut.

M. le conseiller Lepelletier, chargé du rapport, s'est exprimé ainsi :

« Quand y a-t-il abus du droit d'appel ? Il semble au premier abord que ce soit là une simple question de fait appartenant exclusivement aux juges du fond. Cependant, comme il s'agit, non pas seulement d'un fait, mais d'une faute, votre contrôle s'exerce sur les appréciations des juges à ce point de vue. Or, quand on recherche les règles que vous avez posées en cette matière, on remarque, nous devons l'avouer, sinon une contradiction, du moins une différence entre la jurisprudence de la Chambre civile et de la Chambre des Requêtes. Tandis que la Chambre civile semble exiger, pour constituer l'abus du droit, la faute, qu'il ait été exercé méchamment, de mauvaise foi, avec malice ou avec une erreur tellement grossière qu'on peut y voir une intention de dol, la Chambre des Requêtes reconnaît la faute dans une simple constatation d'imprudence, de légèreté, de témérité...

1. Req. Cass., 1^{er} juillet 1889. Dalloz, 1890. I. 375.

» Votre Chambre ne tient plus la méchanceté, la mauvaise foi, la malice, le dol comme conditions nécessaires de la faute. Il vous suffit que les juges du fond aient constaté que l'appelant avait été imprudent, téméraire dans son appel; qu'il ait ainsi opposé une résistance injuste, pour que vous ayez reconnu l'exacte application de l'article 1382.

» Dans un récent arrêt, à notre rapport, vous avez rejeté le pourvoi par ce motif qu'en déclarant que, par son appel reconnu mal fondé, l'appelant avait opposé une résistance injuste à une demande légitime, les juges du fond avaient pu, sans violer l'article 1382, condamner l'appelant à des dommages-intérêts.

» Vous avez exigé moins encore, ce nous semble, dans un arrêt du 13 janvier 1873 (Sirey, 1873. 1. 70) en décidant que l'allocation de dommages-intérêts avait été justifiée par la constatation des juges du fond déclarant que « par une résistance opiniâtre et des procédures abusives » le demandeur en cassation avait porté préjudice.

Enfin cette différence, au moins dans le degré de l'abus du droit où commence la faute, ressort d'une façon plus sensible dans le rapprochement de deux arrêts rendus le même jour, 14 août 1882, l'un par la Chambre civile, l'autre par la Chambre des Requêtes, le premier cassant un arrêt qui avait accordé des dommages-intérêts, et le cassant par ce

motif « qu'aucune faute n'était alléguée dans l'exercice de l'action en nullité », le second rejetant un pourvoi formé contre un arrêt qui avait condamné un appelant à des dommages-intérêts et qui avait fondé cette condamnation sur ce que l'appel était téméraire.

Votre système me paraît plus conforme à l'esprit et même à la lettre des articles 1382 et 1383 qui n'exigent pas, pour qu'une responsabilité soit encourue, qu'il y ait dol, malice ou mauvaise foi et qui la font résulter même d'une simple imprudence, lorsque cette imprudence a causé un dommage (1).

Cette jurisprudence a rallié, en effet, dans la doctrine, l'adhésion de la plupart des auteurs.

Laurent, après avoir rappelé que les Cours de Belgique, comme la Chambre civile, exigeaient, pour justifier l'allocation de dommages-intérêts, que le plaideur eût agi de mauvaise foi, dans une intention de nuire, avoue ne pas comprendre les raisons de décider ainsi.

Nous cherchons vainement, dit-il, le motif de cette exception : par cela seul que c'est une exception, il n'appartient pas aux tribunaux de la faire, car c'est faire la loi. En réalité, les tribunaux font la loi quand ils exigent la mau-

1. Req. Cass., 27 mai 1884. Sirey, 1895. 1. 209.

vaise foi pour qu'il y ait faute dommageable, et, à notre avis, ils la font très mal.

Dans tous les débats, on entend retentir la maxime que celui qui exerce un droit ne cause dommage à personne. C'est oublier que le plaideur téméraire a un adversaire ; il y a deux droits en conflits : le droit du plaideur téméraire n'est donc pas un droit absolu ; il doit l'exercer de manière à ne pas en abuser au préjudice de la partie adverse : on n'a pas le droit de troubler le repos et de causer un préjudice en plaidant témérairement : si on le fait, on n'use plus de son droit, on en abuse, et l'abus d'un droit tombe sous l'application de l'article 1382 quand même celui qui en abuse serait de bonne foi (1).

C'est aussi l'opinion de M. Sourdat. La Chambre civile, dit-il, ne méconnaît point que les articles 1382 et 1383 soient applicables en l'espèce. Or, ces articles n'exigent pas, pour qu'une responsabilité soit encourue, qu'il y ait intention de nuire. On peut, même dans l'accomplissement d'un acte licite en principe, commettre une faute d'imprudence ou de légèreté ne constituant qu'un quasi-délit obligeant néanmoins à la réparation du préjudice causé. C'est au magistrat qu'il appartient de juger ces fautes (2).

Mais l'auteur reconnaît en même temps que les

1. Laurent, *Principes de Droit civil français*, t. XX, n° 412.

2. Sourdat, *Traité général de la Responsabilité*, t. I, n° 664.

tribunaux ne doivent, en cette matière, prononcer des dommages-intérêts qu'avec circonspection, car il est souvent difficile, dans la pratique, de discerner l'exercice légitime du droit de l'abus.

C'est aussi la raison pour laquelle nous croyons devoir approuver la jurisprudence de la Chambre civile.

Il est certain que la Chambre des Requêtes fait une application plus juridique des articles 1382-1383 qui ne distinguent point, au point de vue de la réparation du préjudice, entre la faute lourde, la faute légère ou la faute très légère. Une faute, quelle qu'elle soit, même très légère, justifie une condamnation pécuniaire et, comme dit Laurent, la Chambre civile fait vraiment la loi sur ce point. Mais ce n'est pas la seule matière où la jurisprudence ait fait un droit prétorien et elle ne doit point être blâmée par cela seul qu'elle a fait la loi. N'avait-elle pas des raisons pratiques de faire fléchir les principes ? C'est ici qu'apparaît l'insuffisance du critérium de l'intention de nuire en matière d'abus d'un droit. Il est aussi difficile de démêler cette intention dans les agissements d'un plaideur qui exerce son droit au préjudice de son adversaire, qu'il est facile à ce plaideur d'alléguer un intérêt à agir.

Se contenter d'une faute, même très légère, n'est-ce pas porter atteinte à la liberté qu'a tout citoyen d'ester en justice ? Et ne s'expose-t-on pas, bien souvent, à

condamner un plaideur pour une faute dont l'obscurité de la loi sera seule coupable ?

Non seulement la loi est obscure et imparfaite, mais encore ses interprètes, dans la doctrine et dans la jurisprudence, sont en dissentiment sur bien des points. Comment ne pas pardonner au plaideur d'avoir pu se tromper sur l'étendue ou la légitimité de son droit ?

En réalité, il était possible dans presque toutes les espèces soumises à la Chambre des Requêtes, où une allocation de dommages-intérêts avait sanctionné une faute de négligence ou d'imprudence, de trouver les éléments d'une mauvaise foi.

La plupart de ces décisions différaient de celles de la Chambre civile plutôt dans la formule que dans les faits.

Les deux jurisprudences étaient donc bien près de s'accorder et l'accord paraît, en effet, avoir commencé par un arrêt du 11 juin 1890 (1).

Dans cet arrêt, la Chambre des Requêtes adopte la formule même de la Chambre civile.

Attendu, dit-elle, que si celui qui a recours aux voies judiciaires pour obtenir le paiement de ce qui lui est dû ne fait qu'exercer un droit légitime, il en est autrement de celui qui

1. Req. Cass., 11 juin 1890. Sirey, 1892. I. 449.

y a recours abusivement, par malice ou par esprit de vexation ou même par une erreur grossière équipollente au dol.

Les deux Chambres paraissaient donc décidées à n'appliquer qu'avec de notables réserves les articles 1382 et suivants à la matière des actions en justice.

L'article 130 restait la seule peine du plaideur de bonne foi ou même du plaideur simplement imprudent et négligent.

Conformément à cette doctrine, la Chambre des Requêtes a rejeté le pourvoi dans de nombreuses affaires où la mauvaise foi du plaideur était apparue et avait été souverainement appréciée par les juges du fond.

Attendu que le fait par A... d'avoir demandé aux armateurs C... et S. P..., sans l'accomplissement d'aucune formalité judiciaire, de lui livrer à lui-même des marchandises appartenant à leurs commettants, d'avoir traduit les armateurs en justice pour avoir, dit l'arrêt, résisté à cette étrange demande, de leur avoir suscité un procès qualifié par la Cour d'appel de *purement vexatoire*, a pu être considéré par les juges du fond comme une *faute lourde* donnant lieu à des réparations pécuniaires en outre des dépens légaux : Rejette... (1).

1. Req. Cass., 24 octobre 1898. Dalloz, 1900. I. 118. — Voy. aussi Req. Cass., 26 décembre 1899. Dalloz, 1900. I. 127.

Sur le deuxième moyen : attendu que les poursuites et actions

De même, dans les deux espèces qui suivent, la Chambre des Requêtes a rejeté le pourvoi formé contre deux arrêts qui avaient déclaré que la demande était « téméraire » et dépourvue de justification.

Il semble que c'eût été le cas de se contenter de l'allocation des dépens, mais la Chambre des Requêtes, interprétant la qualification de témérité appliquée par les juges du fond aux procédés du demandeur, déclare qu'il faut y voir une véritable faute de mauvaise foi.

Ces deux arrêts ne sont donc, qu'en apparence, contradictoires avec les arrêts antérieurs où la Chambre des Requêtes avait adopté la jurisprudence de la Chambre civile.

Attendu, dit-elle, qu'après avoir été déboutée de sa demande la demoiselle Ch... a été condamnée en 200 francs de dommages-intérêts par le motif que sa demande était *téméraire*.

Attendu qu'il résulte tant des qualités du jugement et de l'arrêt qui en a adopté les motifs, que la témérité de la demoiselle Ch... doit s'entendre moins du mal fondé de sa demande que du fait d'avoir reproduit contre J... des griefs dont l'inanité lui avait déjà été démontrée.

judiciaires ne donnent lieu à des dommages-intérêts que lorsqu'elles ont été inspirées par *un esprit de fraude et de vexation* dont les tribunaux sont appréciateurs souverains, comme ils le sont aussi du préjudice subi : qu'au chef du rejet de la demande de dommages-intérêts formée par D..., la décision attaquée n'est pas sujette au contrôle de la Cour de cassation : Rejette...

Attendu que, ce faisant, elle a excédé son droit et rendu légitime la condamnation pécuniaire prononcée contre elle ;

Attendu que l'arrêt attaqué en décidant ainsi, n'a violé... ; Rejette...

2^me espèce : Attendu que les premiers juges constatant d'une part, que la demande de la demoiselle Ch... n'est que la reproduction de demandes identiques dans lesquelles elle a succombé, et, d'autre part, que son instance nouvelle est dépourvue de toute justification.

Attendu qu'en déclarant, en conséquence, que la demande de la demoiselle Ch... avait été introduite dans un but vexatoire et que des dommages-intérêts devaient être alloués à P... l'arrêt attaqué n'a violé... ; Rejette... (1).

Mais on remarquera que dans aucun de ces arrêts la Chambre de Requête n'avait reproduit la formule où la Chambre civile proclame que le principe d'une condamnation à des dommages-intérêts à l'occasion de l'exercice d'un droit, ne peut résider que dans une

1. Req. Cass., 16 janvier 1899. Sirey, 1900. I. 231 (2 arrêts). — Voy. aussi Req. Cass., 18 février 1901. Sirey, 1905. I. 123.

Attendu que l'arrêt attaqué ne condamne nullement le demandeur à 1.000 francs de dommages-intérêts sous l'*unique prétexte* qu'il aurait intenté une action téméraire contre le défendeur éventuel ; que cette condamnation a été encourue parce que ledit demandeur avait renouvelé en appel, contre son adversaire, des accusations de dol et de fraude et persisté, malgré l'évidence, dans des allégations non-justifiées ;

Que ces constatations suffisent à caractériser la faute du demandeur et à donner une base légale à la condamnation prononcée contre lui : d'où il suit que l'arrêt attaqué n'a violé aucun des buts visés au pourvoi : Rejette....

faute de malice ou de mauvaise foi ou d'erreur grossière.

Il semblait qu'elle voulût se réserver de revenir à son ancienne jurisprudence à laquelle l'arrêt du 11 juin 1890 paraissait avoir mis fin.

En effet, dans deux arrêts de 1903 et de 1905, elle rejette les pourvois formés contre deux décisions où des dommages-intérêts avaient été accordés pour une simple faute de négligence ou d'imprudence.

Dans l'espèce de 1903, les juges du fond avaient alloué une indemnité sous l'unique prétexte que la demande *n'était pas sérieuse* sans alléguer, à la charge du plaideur, aucune mauvaise foi.

La Chambre des Requêtes, néanmoins, rejeta le pourvoi par le motif « qu'en décidant d'après les circonstances de la cause et l'examen des procédures suivies par la dame C... contre V... que la *demande n'était pas sérieuse*, la Cour avait suffisamment justifié la condamnation aux dommages-intérêts » (1).

C'était un retour à sa jurisprudence ancienne que la Chambre des Requêtes a encore accentué par un arrêt du 29 novembre 1905.

Elle se contente, pour rejeter le pourvoi d'une faute présentant les caractères d'une simple faute

1. Req. Cass., 15 décembre 1903. Sirey, 1905. 1. 223.

d'imprudence, ne réunissant point, en tout cas, les caractères exigés par la Chambre civile.

Attendu que pour condamner le sieur B... à des dommages-intérêts envers les défenseurs éventuels à raison de l'action en contrefaçon intentée par lui contre eux, l'arrêt se fonde sur ce que cette demande était *inconsidérée* : que cette expression se réfère, non seulement aux constatations par lesquelles l'arrêt explique que la demande n'était pas sérieuse, mais encore à cette circonstance que le sieur B... aurait dû être averti, par l'échec qu'il venait de subir dans une action semblable portée par lui devant la juridiction correctionnelle ; que l'arrêt a donc pu estimer qu'il avait commis une faute en intentant dans ces conditions la nouvelle poursuite en contrefaçon et le condamner, par suite, à des dommages-intérêts : Rejette... (1).

Dans cette espèce, les juges de première instance avaient qualifié la demande d'*inconsidérée* et les juges d'appel l'avaient traitée d'*injustifiée*. A elle seule, cette dernière expression n'eût pas été suffisante pour motiver une condamnation en dommages-intérêts. Une demande rejetée est, en effet, toujours injustifiée soit dans la forme, soit au fond. Et fût-elle *inconsidérée*, le fait de l'intenter dans ces conditions ne constitue qu'une faute de négligence ou d'impru-

1. Req. Cass., 29 novembre 1905. Sirey, 1906. 1. 229.

dence au lieu de la faute lourde équipollente au dol qu'exige la Chambre civile.

En 1909, un nouveau changement paraît s'être produit dans la jurisprudence de la Chambre des Requêtes.

Revenant sur sa doctrine d'après laquelle une faute quelconque est suffisante pour motiver une allocation de dommages-intérêts même à l'occasion de l'exercice du droit de recourir à la justice, elle adopte la formule même de la Chambre civile.

Dans un arrêt du 10 mars 1909 (1), elle proclame que « l'exercice du droit d'agir en justice peut dégénérer en une faute donnant lieu à des dommages-intérêts s'il est entaché de malice ou de mauvaise foi ou tout au moins d'erreur grossière équipollente au dol ».

Après cette véritable déclaration de principe elle rejette un pourvoi formé contre un arrêt qui avait alloué une indemnité parce que le demandeur, par la *témérité de ses instances et les nombreuses démarches* qu'il avait occasionnées au défendeur avait causé un préjudice à ce dernier. Elle considère ces expressions comme suffisamment caractéristiques de la mauvaise foi, désormais exigée par elle, pour justifier une condamnation à des dommages-intérêts.

1. Req. Cass., 10 mars 1909. *Gazette des Tribunaux*, 11 mars 1909.

En résumé, l'accord s'est fait entre les jurisprudences des deux Chambres de la Cour de cassation, et, pour préciser cette unification, dans l'espèce que nous venons de rappeler, la Chambre des Requêtes a placé, en tête de son arrêt, la formule de principe adoptée par la Chambre civile.

Désormais la condamnation aux dépens fera la seule peine du plaideur téméraire, et le juge ne pourra déroger à la règle générale posée par cet article que si la faute du plaideur présente les caractères d'une mauvaise foi certaine.

Il est vrai, comme l'a dit Laurent, que la Chambre civile, par cette conception novatrice de la faute, a véritablement fait la loi. Il est vrai également que la jurisprudence de la Chambre des Requêtes est peut-être plus conforme à la lettre et à l'esprit des articles 1382 et 1383 qui ne distinguent pas à l'occasion de la réparation du dommage, entre la faute intentionnelle et la faute non-intentionnelle, entre le délit et le quasi-délit.

Mais nous pensons néanmoins que la jurisprudence de la Chambre civile est plus sage en ce qu'elle s'inspire davantage des besoins et des nécessités de la pratique.

Voici un plaideur qui se présente devant la justice après s'être entouré le plus souvent des plus sérieuses précautions. Il ne s'est engagé dans un procès qu'avec circonspection, car il en connaît les difficultés

et les soucis. Son avocat et son avoué en auront été les premiers juges.

Si le procès est porté devant la justice, le défendeur, obligé, dans la crainte d'une condamnation par défaut, de constituer avoué et de s'engager dans des frais considérables, sera tenté de taxer de chicane une procédure dommageable pour lui.

Si le procès se prolonge, si les incidents se multiplient, si les voies de recours sont employées, le sentiment du défendeur va se traduire par une demande principale ou reconventionnelle en dommages-intérêts. Il sera facile alors de dire que la demande était téméraire ou vexatoire alors que le seul tort du demandeur aura été de s'obstiner à croire dans la bonté de sa cause. Pour ce plaideur la condamnation aux dépens sera une peine suffisamment grave pour l'arrêter, au seuil d'un procès douteux ou pour le punir d'une négligence dans l'exercice de l'action.

Le plaideur qu'il faut atteindre, c'est le plaideur malveillant qui fait servir la justice à ses ressentiments ou à ses haines. Un exemple de ce genre de plaideurs nous est justement fourni par une espèce soumise à la Chambre des Requêtes de la Cour de cassation.

Elle rejette à bon droit le pourvoi formé contre un arrêt qui avait condamné un plaideur à des dommages-intérêts par le motif que son action avait un caractère certain d'hostilité et de vexation.

Après avoir vainement dirigé contre un magistrat, dont il croyait avoir à se plaindre, une prise à partie justement repoussée, le plaideur avait intenté aux héritiers de ce magistrat les procès les plus nombreux et les plus malveillants.

Attendu, dit la Chambre des Requêtes, qu'en déclarant que la disproportion entre l'intérêt initial de P... et le chiffre de la demande en dommages-intérêts, *la durée de ses menaces et de ses attaques*, son *obstination acharnée* et les faits de la cause démontrent qu'il a eu surtout pour but de troubler le repos des défendeurs, en même temps qu'ils caractérisent l'esprit de malice et de chicane qui anime le demandeur à leur égard, l'arrêt a implicitement, mais suffisamment constaté la faute dont celui-ci est responsable et établi la relation de cause à effet entre le préjudice subi par les défendeurs et les faits qui l'ont occasionné : qu'il suit de ce qui précède que l'arrêt attaqué n'a violé... Rejette... (1).

1. Req. Cass., 23 novembre 1908. Sirey, 1910. I. 12 (1^{er} cahier), Comp. Req. Cass., 25 octobre 1909. Sirey, 1910. I. 226 (2^e espèce).

Attendu qu'il a été apprécié par l'arrêt attaqué que le fait par O... de s'être attribué un titre qui ne lui appartenait pas révèle au plus haut point le caractère malicieux et vexatoire du procès d'où il suit qu'en condamnant le demandeur en cassation à réparer le dommage causé par son acte abusif l'arrêt n'a violé;... Rejette...

CHAPITRE III

DE L'EXERCICE ABUSIF DE LA DÉFENSE EN JUSTICE

Si c'est un droit pour les particuliers de soumettre aux tribunaux le jugement des différends qui les divisent, c'en est un, *a fortiori*, de se défendre contre une action intentée contre eux.

Il est néanmoins possible de concevoir que l'exercice de ce droit puisse dégénérer en une faute donnant ouverture à des dommages-intérêts.

Il peut arriver que le droit du demandeur déduit en justice soit tellement évident qu'il y a faute de la part du défendeur, à le contester et à le laisser porter devant les tribunaux. Mais il semble que cette faute doive revêtir une forme particulièrement grave pour que les tribunaux la puissent punir par une allocation d'indemnité en plus des dépens.

Le droit de la défense a toujours été considéré parmi les autres droits, comme l'un des plus sacrés.

En cette matière, comme pour celle du droit de demande, la jurisprudence des deux Chambres de la Cour de cassation est divisée.

Nous avons vu que la conception particulière de la faute de la Chambre civile a été appliquée par elle à tous les cas où il s'agissait de l'exercice du droit d'agir en justice.

Nous ne reviendrons donc pas sur l'examen théorique de cette question.

Mentionnons qu'à l'occasion de l'exercice abusif du droit de défense, la Chambre civile a maintenu sa doctrine, avec plus de rigueur peut-être, qu'en matière d'abus du droit de demander.

Dans tous ses arrêts, elle proclame, en principe, que le fait de se défendre contre une action judiciaire est un droit et que seules la mauvaise foi, la malice ou l'erreur grossière dans l'exercice de ce droit, peuvent en constituer l'abus.

Dans une espèce jugée par elle, elle casse un arrêt qui avait condamné le défenseur à des dommages-intérêts par le motif que sa résistance était *injustifiée*. Cette qualification ne lui paraît pas signifier qu'il y a eu, de la part de ce plaideur, la faute spéciale qu'elle exige (1).

Il s'agissait d'un huissier qui ayant reçu d'un de ses clients des pièces, avec mandat de procéder à

1. Trib. Cass., 10 novembre 1888. Sirey, 1889. 1. 9.

une saisie-exécution, les avait conservées par devers lui sans agir, donnant ainsi le temps au débiteur de soustraire son gage aux poursuites de son créancier.

Sur la demande intentée contre lui l'huissier avait allégué que n'ayant pas reçu, en même temps que les pièces la provision nécessaire, il s'était cru en droit de ne pas agir.

Le tribunal, en outre des dépens, l'avait condamné en 100 francs de dommages-intérêts.

La Cour de cassation, saisie du pourvoi, s'exprime ainsi :

Attendu que le jugement attaqué ne se borne pas à condamner X... au paiement des dommages-intérêts résultant de l'inexécution du mandat par lui accepté, dommage qu'il fixe à 640 francs, montant de la créance compromise par son inaction et aux dépens de l'instance, mais qu'il décide qu'il y a lieu de le condamner « en outre à payer à R..., à titre de dommages-intérêts supplémentaires, une somme de 100 francs pour le couvrir des frais divers que lui a occasionnés sa *résistance injustifiée* et qu'il sera suffisamment indemnisé des suites de la faute de X... » ;

Mais attendu que nul n'est en faute s'il ne fait qu'user de son droit, et que c'est un droit pour les particuliers de soumettre aux tribunaux les différends qui les divisent et d'opposer une résistance judiciaire aux demandes dont ils peuvent être l'objet ;

Que, lorsque cette résistance est *injustifiée*, elle ne peut, *par cela seul*, être une cause légale de dommages-intérêts en sus des dépens ; que c'est là l'exercice pur et simple du droit de défense, qu'il ne peut engager la responsabilité de la partie que s'il constitue un acte de malice ou de mauvaise foi, ou au moins une erreur grossière équipollente au dol ;

Et attendu que le jugement attaqué tout en déclarant sa résistance injustifiée n'impute à X... ni malice, ni mauvaise foi, ni erreur grossière équipollente au dol ; qu'il suit de là qu'en admettant cette résistance comme cause unique de dommages-intérêts supplémentaires, il a fausement appliqué l'article 1382 du Code civil et violé l'article 130 du Code de procédure et manqué de base légale sur ce point ;
Casse... (1).

La résistance à une demande, même quand elle est *injustifiée*, ne constitue donc point une faute pouvant donner lieu à une indemnité. A moins d'une mauvaise foi certaine de la part du défendant ou

1. En ce sens : Civ. Cass., 28 mai 1889. Sirey, 1892. I. 397.

Attendu que le fait de se défendre contre une action est un droit et que l'exercice de ce droit ne pourrait devenir une faute qu'autant qu'il constituerait un acte de malice ou de mauvaise foi ou au moins une erreur grossière équipollente au dol ;

Attendu que l'arrêt attaqué, sans donner aucun motif à l'appui de sa décision, et sans relever notamment aucun fait constitutif d'une faute commise par le demandeur dans la résistance qu'il a opposée aux prétentions de L... l'a néanmoins condamné à payer audit L... 30 francs à titre de dommages-intérêts.

En quoi il a violé... ; Casse...

d'une erreur grossière de sa part, c'est l'article 130 qui doit recevoir son application. A plus forte raison, devra être cassée la décision qui aura prononcé des dommages-intérêts pour l'unique motif qu'en défendant sa prétention en justice le défendeur aura obligé le demandeur à une dépense onéreuse (1).

C'est là l'inconvénient nécessaire de tout procès et les dépens doivent être, dans ce cas, la seule peine du plaideur.

Les tribunaux ne pourront même pas mettre à la charge du défendeur qui, par sa résistance, les aura occasionnés à son adversaire des frais « non réputables » ou « frais frustrés » sans constater, à son encontre, la faute spéciale exigée par la Chambre civile (2).

Ces frais constituent une véritable allocation de dommages-intérêts, qui, conformément au droit com-

1. Civ. Cass., 20 avril 1891. Sirey, 1891. I. 471.

2. Civ. Cass., 8 juin 1891. Sirey, 1892. I. 241 (le jugement avait condamné le défendeur à payer à titre de dommages-intérêts les « frais et faux frais de l'instance »).

Civ. Cass., 9 juin 1891. Sirey, 1892. I. 315 :

Attendu que nul n'est en faute s'il ne fait qu'user du droit qui appartient à tout citoyen de se défendre contre une action judiciaire intentée contre lui : que l'exercice de ce droit ne pourrait devenir une faute que s'il constituait...;

Attendu néanmoins, que le jugement attaqué, sans relever aucun fait précis pouvant constituer une faute à la charge des demandeurs en cassation, les a condamnés à payer à la Compagnie d'Orléans une somme de 10 francs pour « frais frustrés » : qu'en statuant ainsi le jugement a violé... Casse...

mun, ne peuvent être alloués qu'à la charge d'établir une faute dans l'exercice du droit (1).

Quelle que soit la qualification donnée à cette allocation pécuniaire, frais frustrés, frais et faux frais, démarches et déboursés, frais non répétables, ce sont là des dommages-intérêts et une faute peut seule en justifier l'allocation (2).

Les arrêts de la Chambre civile, en ce sens, sont très nombreux (3); ils condamnent notamment une

1. Civ. Cass., 3 juillet 1895. Sirey, 1895. 1. 344 :

Attendu que la défense en justice est un droit dont l'exercice ne peut dégénérer en faute..., etc.;

Attendu que le jugement attaqué a condamné F... en 50 francs de dommages-intérêts, en outre des dépens, sans constater à sa charge, dans l'exercice de son action, aucune faute pouvant justifier cette allocation : Casse...

2. Civ. Cass., 4 février 1894. Sirey, 1894. 1. 245 :

Attendu que la défense en justice est un droit dont l'exercice..., etc. ; que, dès lors, en condamnant la Compagnie des Chemins de fer du Midi à 15 francs de dommages-intérêts envers les consorts Ch... par ce seul motif que, par sa résistance, elle les a obligés à exposer des *frais non répétables*, le jugement attaqué a violé l'article susvisé (1382)... : Casse...

Civ. Cass., 26 janvier 1898. Sirey, 1898. 1. 238.

Une compagnie de chemins de fer ne peut être condamnée à des dommages-intérêts par le motif que sa résistance à la demande a obligé le demandeur à faire de *nombreuses démarches et certains déboursés*, alors qu'il n'est relevé à sa charge aucun fait de malice, de vexation ou de fraude ni qu'elle ait excédé les droits légitimes de la défense.

3. Civ. Cass., 12 février 1900. Dalloz, 1904. 1. 409.

Attendu que la défense en justice est un droit, etc... — Attendu que l'arrêt attaqué a alloué aux assurés une somme de 500 francs à titre de dommages-intérêts pour les *nombreuses démarches* qu'a nécessitées une instance qu'il qualifie de *frustratoire*, mais qu'il

coutume suivie devant quelques tribunaux de commerce, qui condamnent, en outre des dépens, à des dommages-intérêts d'audience ou « frais frustrés » la partie qui, par sa résistance, a obligé son adversaire à exposer des frais non répétables. Ces frais constituent une véritable allocation des dommages-intérêts qui ne peut être accordée que par application de l'article 1382.

La Chambre des Requêtes, dans les rares espèces où elle a eu à se prononcer, paraît se contenter d'une

n'exprime aucun motif d'où il résulte que la résistance de la compagnie ait présenté un caractère abusif; Casse...

Civ. Cass., 22 décembre 1902. Dalloz. 1904. 1. 237.

Attendu que la défense en justice et en droit, etc...

Attendu que pour condamner la compagnie des chemins de fer du Midi à des dommages-intérêts, en sus des dépens de l'instance, le tribunal de commerce, sans constater à sa charge aucune faute dans l'exercice de son droit de défense, s'est uniquement fondé sur le motif « qu'il ne faut pas oublier que pour sa résistance à appliquer le tarif invoqué par J..., elle a occasionné le procès actuel qui a causé préjudice à J... en l'obligeant à des *déplacements, pertes de temps et ennuis en résultant*; qu'en statuant ainsi le tribunal n'a pas légalement motivé sa décision... Casse...

Civ. Cass., 2 août 1905. Sirey, 1906. 1. 356.

Attendu que le jugement attaqué a condamné la compagnie *en tous les dépens et frais frustrés*, liquidés ensemble à la somme de 20 fr. 05.

Attendu que si cette condamnation est légalement pratiquée quant aux dépens, en vertu de l'article 130 du Code de procédure, il n'en est pas de même en ce qui concerne l'allocation d'une indemnité en sus des frais de l'instance, le jugement ne constatant pas que la résistance à la demande ait été abusive et vexatoire et ne donnant aucun motif à l'appui de cette partie de sa décision;

Attendu qu'en statuant comme il l'a fait, le jugement a violé le texte sus-visé... Casse...

faute au sens large, comme base légale d'une allocation de dommages-intérêts.

Dans les arrêts que nous reproduisons ci-après, il lui suffit que les juges du fond aient relevé une faute à la charge du plaideur pour qu'elle rejette le pourvoi.

Attendu que le juge du fond constate que la résistance de S... à l'action de L..., s'est caractérisée par des incidents cherchés et voulus, comme l'a reconnu le mandataire de S..., à l'audience, et que ces incidents ont entraîné pour L... des dépenses et pertes de temps dont il lui est dû réparation ;

Attendu que cette constatation suffit pour donner une base légale à la condamnation en 100 francs de dommages-intérêts prononcée contre S..., et justifie la décision attaquée du grief d'avoir violé les textes invoqués : Rejette... (1).

Les incidents *cherchés et voulus* paraissent bien d'ailleurs caractéristiques de la mauvaise foi. Aussi cette décision de la Chambre des Requêtes n'est peut-être pas contradictoire avec celle de la Chambre civile.

Mais dans une espèce, antérieurement jugée par elle, elle admet comme suffisant le motif que « les instances tant correctionnelle que civile ont occasionné à L... un préjudice matériel et moral dont il

1. Req., 14 mars 1905. Sirey, 1905. 1. 76.

lui est dû réparation ». Cette constatation suffit à justifier l'allocation en dommages-intérêts (1).

On peut penser que cette espèce soumise à la Chambre civile eût reçu une autre solution.

Nous n'avons point trouvé d'arrêt de la Chambre des Requêtes qui permette de dire qu'elle s'est ralliée à la jurisprudence de la Chambre civile, comme en matière d'abus de la demande en justice.

Il est permis de supposer que, si l'occasion lui en est offerte, elle aura le souci d'unifier la jurisprudence de la Cour sur ce point, les raisons de le faire restent les mêmes.

La Chambre criminelle de la Cour de cassation s'est rangée à la doctrine de la Chambre civile dont elle a même adopté la formule de principe.

Attendu que la défense en justice est un droit dont l'exercice ne dégénère en faute pouvant donner lieu à des dommages-intérêts que s'il constitue un acte de malice ou de mauvaise foi ou au moins une erreur grossière équipollente au dol (2).

1. Req., 14 mars 1894. Sirey, 1898. 1. 333.

2. Cass. Crim., 31 décembre 1908. *Gazette du Palais*, 1909. 1. 193.

Attendu que l'arrêt du 30 juillet 1908, pour accorder à la partie civile 300 francs de dommages-intérêts en vertu de l'article 1382 du Code civil s'est fondé uniquement sur les divers moyens de procédure que le prévenu et la société du journal... ont utilisés pour leur défense, qu'il énonce que la longueur systématique de la procédure et la multiplicité des incidents soulevés sans raison

pendant plus d'une année, causent à P... un dommage dont il lui est dû réparation.

Mais attendu que l'usage par un prévenu des moyens de défense que la loi lui donne ne saurait, quelque prolongé qu'il soit, être suffisant à lui seul pour justifier l'allocation des dommages-intérêts. — Que la défense en justice est un droit...—Que le motif ci-dessus transcrit ne caractérise pas ainsi les errements de procédure suivie par le prévenu et que dès lors la condamnation de Lamyre à des dommages-intérêts n'est pas justifiée : Casse.

CHAPITRE IV

EXERCICE ABUSIF DES VOIES DE RECOURS CONTRE LES JUGEMENTS

La Cour de cassation a adopté une jurisprudence différente selon qu'il s'agit de l'usage abusif des voies de recours ordinaires ou des voies de recours extraordinaires. Alors qu'elle exige, pour justifier une allocation de dommages-intérêts, une faute dans l'exercice du droit de recourir aux voies ordinaires, il lui suffit qu'un préjudice ait été causé par l'emploi d'une des voies de recours extraordinaires pour motiver une condamnation à des dommages-intérêts.

Nous étudierons donc, d'abord, la jurisprudence en matière d'abus du droit de recourir aux voies de recours ordinaires.

SECTION PREMIÈRE

Voies ordinaires de recours

Ce sont l'opposition et l'appel. Elles sont ainsi nommées, voies ordinaires de recours, précisément parce qu'elles sont de droit commun. « Pour qu'une partie puisse les invoquer, il n'est pas nécessaire que la loi les lui accorde formellement; il suffit qu'aucun texte ne les retire (1). »

C'est un droit pour les parties de commettre à la juridiction supérieure un jugement en premier ressort dont elles demandent la réformation.

C'est dans ce but qu'ont été institués les deux degrés de juridiction, et il est impossible de voir une témérité, même très légère, dans le fait de recourir à la voie de l'appel.

On a soutenu cependant que l'amende de fol appel, exigée par l'article 471 du Code de procédure constituait, en dehors des dépens, une véritable peine de l'appelant téméraire. Elle signifierait qu'il y a témérité par cela seul que l'appel serait employé (2).

Nous pensons, avec les auteurs récents, que cette

1. Glasson et Tissier, *Précis de Procédure civile*. 2^e éd., t. II, p. 51.

2. Garsonnet, *Traité théorique et pratique de Procédure*. 2^e éd., t. III, n^o 2044.

amende ne saurait avoir ce caractère. « Elle est un vieux souvenir des temps féodaux où l'appel revêtait la forme d'une prise à partie dirigée contre le juge inférieur. Lorsque, plus tard, l'appel ne fut plus relevé contre le juge, l'amende aurait dû disparaître, mais il arrive parfois, en droit, que l'effet survive à sa cause. Cette amende n'a plus aucune raison d'être (1). »

Il est donc toujours légitime, dans les cas où la loi le permet, de porter un procès jugé en premier ressort, devant les juges d'appel et pour que l'exercice de ce droit puisse dégénérer en un abus donnant ouverture à des dommages-intérêts, le juge devra relever à la charge de l'appelant une faute présentant les éléments exigés par l'article 1382.

Ici, comme en matière de demande ou de défense en justice, la Chambre civile de la Cour de cassation a fait application de sa conception particulière de la faute commise dans l'exercice d'un droit.

Il ne lui suffit pas que l'appel ait été qualifié de téméraire : cette qualification n'implique pas à elle seule qu'une faute ait été commise dans l'exercice du droit d'appel. Cette témérité n'expose l'appelant qu'à la condamnation aux dépens.

Attendu que pour prononcer la condamnation du deman-

1. Glasson et Tissier, *ibid*, p. 91.

deur en cassation à 100 francs de dommages-intérêts, la Cour d'appel de Chambéry s'est exclusivement fondée sur la témérité de l'appel par lui interjeté du jugement du tribunal, sans spécifier en quoi consistait cette témérité, si elle constituait un dol ou une faute lourde équipollente au dol ; d'où il suit que l'arrêt attaqué manque de base légale et viole l'article de loi sus-visé (1382 C. civ.)... : Casse... (1).

La faute exigée par la Chambre civile doit donc, encore en cette matière, présenter les caractères que nous avons déjà précisés, d'un dol ou d'une faute lourde équivalente.

La constatation par les juges du fond que l'appel a été mal à propos interjeté n'équivaut point à la constatation de cette faute précise et l'arrêt qui, sur ce seul motif, alloue des dommages-intérêts à l'intimé, encourt la cassation.

Attendu qu'aux termes de l'article 130 du Code de procédure la seule peine du plaideur téméraire consiste dans la condamnation aux dépens ; — Qu'une condamnation à des dommages-intérêts, en outre des dépens, ne peut être justifiée que par une faute dument constatée ayant tous les caractères d'un délit ou d'un quasi-délit.

Attendu que sans constater aucun fait de ce genre, et tout en reconnaissant que les premiers juges ont exactement apprécié le chiffre des dommages-intérêts, l'arrêt attaqué

1. Cass. civ., 29 octobre 1890. Sirey, 1892. 1. 305.

déclare « qu'il est juste de tenir compte à la veuve B... de l'appel *mal à propos interjeté* contre elle » et lui accorde, en conséquence, une somme de 500 francs à titre de dommages-intérêts et les intérêts de la somme principale de 8.000 francs du jour de la demande.

Attendu qu'en statuant ainsi et par le motif, l'arrêt attaqué manque de base légale de ce chef... : Casse... (1).

A plus forte raison, l'arrêt qui augmente le chiffre des dommages-intérêts alloués par les premiers juges, ainsi que l'article 464 du Code de procédure lui en donne le droit, doit être cassé, s'il ne rapporte la constatation d'aucune faute, à la charge de l'appelant, dans l'exercice de son droit.

... Attendu qu'en formant ces appels, les compagnies n'avaient fait qu'user de leur droit ; — Que, cependant, l'arrêt attaqué sans relever aucun fait constitutif d'une faute commise par les appelants depuis le jugement, et sans reprocher non plus à celles-ci d'avoir, en exerçant leur droit d'appel, agi méchamment et de mauvaise foi, a, en invoquant l'article 464 du Code de procédure, ajouté à la condamnation prononcée par le tribunal celle d'une somme de 500 francs pour indemniser R... du préjudice qu'il aurait souffert par suite de l'appel.

1. Civ. cass., 22 avril 1891. Sirey, 1895. I. 31.

Attendu qu'en jugeant ainsi l'arrêt attaqué a faussement appliqué... : Casse... (1).

Une faute dans l'exercice du droit d'appel peut donc seule servir de base légale à une allocation de dommages-intérêts. Et cette faute devra présenter les caractères spéciaux de la faute exigée par la Chambre civile.

Il ne suffira même pas que le juge du fond apprécie qu'une telle faute a été commise : la Cour veut, de plus, qu'il précise les faits de la cause qui lui permettent de lui donner cette qualification.

Attendu que le jugement attaqué a condamné les demandeurs en cassation à des dommages-intérêts envers le défendeur en cassation, sous prétexte que leur appel était purement vexatoire, mais sans relever aucun fait propre à justifier cette appréciation ; — Que cette formule vague ne permet

1. Civ. Cass., 17 décembre 1878. Sirey, 1879. I. 53. — De même Civ. Cass., 24 avril 1907. Sirey, 1907. I. 436.

Attendu que l'exercice d'une action en justice ne dégénère en faute que s'il constitue...

Attendu que pour condamner les consorts B... en sus des dépens aux intérêts de la somme par eux réclamée et saisie-arrêtée, calculée à 9 o/o l'an jusqu'au jour de son exécution, l'arrêt attaqué, sans constater aucune faute dans l'exercice de leur droit, s'est fondé uniquement sur ce motif « qu'en poursuivant leur cause en appel, ils ont retardé le paiement de la somme saisie-arrêtée ; — Qu'ils ont ainsi causé un préjudice dont ils doivent réparation » ; — Qu'en statuant ainsi la Cour d'appel de Pondichéry a violé... : Casse...

pas à la Cour de cassation d'exercer son droit de contrôle et de vérifier si l'appel était réellement abusif; qu'en omettant de s'expliquer à cet égard, le jugement attaqué n'a pas donné de base légale à sa décision... : Casse... (1).

La Chambre des Requêtes, au contraire, se contente de la constatation d'une faute, au sens large, pour justifier l'allocation de dommages-intérêts.

Les juges du fond apprécient souverainement cette faute et leur décision, sur ce point, échappe au contrôle de la Cour de cassation.

Attendu qu'en confirmant le jugement qui avait condamné solidairement pour tous dommages-intérêts les con-sorts B... en tous les dépens nécessités par leur contestation et en les condamnant en outre à 500 francs de dommages-intérêts par le motif que leur appel était vexatoire au premier chef et avait causé aux intimés un préjudice évalué à cette somme, l'arrêt attaqué n'a violé aucun des articles invoqués: Rejette... (2).

1. Civ. Cass., 22 mai 1901. Dalloz, 1901. I. 393. — En ce sens Civ. Cass., 3 février 1892. Sirey, 1892. I. 140.

Sur le deuxième moyen tiré de la violation des articles 1382-1383 du Code civil, 464 du Code de procédure en ce que l'arrêt attaqué, a aggravé la condamnation à des dommages-intérêts prononcée par le jugement, alors que le demandeur n'avait fait qu'user de son droit d'appel et qu'il n'était justifié contre lui d'aucune faute depuis ledit jugement;

Attendu que l'imputation constatée par le deuxième motif implique évidemment que ce dernier était de mauvaise foi et avait interjeté un appel vexatoire: Rejette...

2. Req. Cass., 20 janvier 1900. Dalloz, 1900. I. 159.

La faute et le préjudice qui en est résulté sont donc une base légale suffisante de l'allocation d'une indemnité. Une faute de négligence ou d'imprudence, qui aura donné à l'appel un caractère frustratoire, suffit à la Chambre des Requêtes.

Attendu que si, en thèse générale, la partie qui gagne son procès ne peut obtenir contre son adversaire que les frais de l'instance, il en est autrement lorsque les agissements de celui-ci constituent une faute ayant causé un préjudice.

Attendu qu'en déclarant qu'il y avait lieu d'allouer au sieur P... 100 francs à titre de dommages-intérêts, les juges d'appel se sont implicitement référés à l'ensemble des considérations du jugement qu'ils ont confirmé ; — Qu'ils ont constaté d'ailleurs que l'appel non justifié des sieurs C... et G... empruntait aux circonstances de la cause un caractère *frustratoire* et qu'il en résultait pour l'intimé un préjudice appréciable ; — Qu'ils ont pu déduire de ces circonstances la preuve du préjudice et les éléments de la faute créant la responsabilité civile édictée par l'article 1382 ; que par suite leur décision se trouve suffisamment justifiée et motivée... : Rejeté... (1).

En résumé, nous remarquons dans la matière de l'abus du droit d'appel la même divergence dans la jurisprudence des deux Chambres. La Chambre des

1. Req. Cass., 15 avril 1908. Sirey, 1909. 1. 206.

Requêtes se contente d'une faute quelconque, alors que la Chambre civile exige une faute particulière dont nous avons déjà précisé les caractères.

Le dernier arrêt de la Chambre des Requêtes que nous avons trouvé est celui du 15 avril 1908 précité. Or, l'arrêt de la même Chambre, où elle adopte la formule même de la Chambre civile, proclamant en principe, que le fait de recourir à la justice est un droit dont l'exercice ne dégénère en faute que s'il constitue un acte de malice, de mauvaise foi ou d'erreur grossière équipollente au dol, est du 10 mars 1909 (*Gazette des Tribunaux*, 11 mars 1909).

Quelle sera la jurisprudence nouvelle de la Chambre des Requêtes, en matière d'abus du droit d'appel, si une espèce vient lui offrir l'occasion de l'exposer ? On peut penser qu'elle se rangera à l'avis de la Chambre civile. S'agissant de l'exercice d'un droit il est permis de prévoir qu'elle restreindra l'application des articles 1382-1384 et exigera la faute grave imposée par la Chambre civile qui, elle, a invariablement maintenu sa doctrine (1).

1. Civ. Cass., 2 février 1910. Sirey, 1910. 1. 239. Attendu que l'appel n'étant que l'exercice d'un droit ne peut donner lieu à des dommages-intérêts que si, à raison de la mauvaise foi ou d'une erreur grossière de l'appelant équipollente au dol, il dégénère en faute ; que l'article 464 du Code de procédure qui autorise les parties à demander en appel des dommages-intérêts pour le préjudice souffert depuis le jugement n'apporte aucune restriction au droit de l'appelant et qu'il ne suffit pas, pour justifier une condamnation à des dommages-intérêts, prononcée en vertu de cet

A propos de l'emploi abusif des voies de recours, c'est ici le lieu de signaler une jurisprudence adoptée par le tribunal civil de la Seine avant la loi du 27 mars 1907 sur l'organisation des conseils de prud'hommes et qu'il a maintenue depuis cette loi. Pour se ménager la voix de l'appel, les patrons avaient pris l'habitude de former une demande reconventionnelle se rattachant à la demande principale et excédant par son taux la compétence du conseil. L'article 33 de la loi prévoyant ce cas avait décidé que ces demandes reconventionnelles se rattachant à la demande principale seraient jugées, quel que soit leur chiffre, par le conseil de prud'hommes. Mais cette loi ne paraît pas avoir atteint le but que se proposaient ses auteurs. L'abus de l'appel n'a pas diminué et les patrons s'en ménagent l'accès en formant une demande reconventionnelle basée sur des faits ne se rattachant pas à la demande princi-

article, qu'un préjudice ait été causé par l'appel à la partie adverse si aucune faute n'est constatée à la charge de l'appelant... ;

Attendu que l'arrêt attaqué, pour condamner F... à payer à L... en sus des dépens, la somme de 5.000 francs à titre de dommages-intérêts, s'est fondé sur ce que « depuis le jugement entrepris, les poursuites engagées par F... contre L... ont obligé celui-ci à des frais importants pour rapporter la preuve de l'antériorité du brevet espagnol et construire des appareils de démonstration ;— Qu'elles ont surtout fait diminuer, dans une forte proportion, le mouvement des affaires de L... ce dont F... a bénéficié, en partie, tout au moins », mais que l'arrêt attaqué n'attribue à l'appel de F... aucun caractère abusif : en quoi la Cour de Montpellier a violé... : Casse...

pale, le plus souvent des faits de « sabotage » reprochés à l'ouvrier et pour lesquels le patron réclame une réparation excédant la compétence du conseil. De telle sorte que presque toutes les affaires sont soumises à la juridiction d'appel, après que le patron, dans un but évident de lasser l'ouvrier ou par suspicion plus ou moins légitime de la juridiction des prud'hommes, a accumulé les incidents devant le conseil, faisant défaut sur l'assignation originaire, puis ne se décidant à comparaître qu'après opposition et demande reconventionnelle dépassant la compétence du conseil. Le tribunal de la Seine, en présence de ces agissements, n'hésite point à accorder des dommages-intérêts basés non seulement sur le préjudice causé par la demande reconventionnelle, mais aussi sur le caractère vexatoire de l'appel interjeté dans ces conditions.

SECTION II

Abus de l'emploi des voies extraordinaires de recours

Ces voies de recours sont le pourvoi en cassation, la requête civile, la prise à partie, la tierce opposition.

Elles ont un caractère exceptionnel, en ce sens qu'elles ne sont accordées que dans des cas et dans des conditions déterminées par la loi.

Et parce qu'elles sont des voies de recours anor-

males et dont les conséquences, comme dans la prise à partie, peuvent être fort graves, la loi a voulu qu'elles ne fussent employées que dans un petit nombre de cas, limitativement énumérés et aux risques et périls du plaideur.

S'il succombe dans leur exercice, il sera obligatoirement condamné à une amende de 50 francs ou de 300 francs selon qu'il s'agira de la tierce opposition ou de la prise à partie ou requête civile.

Indépendamment de ces amendes, la loi elle-même a précisé que des dommages-intérêts seraient alloués à la partie contre qui on aura employé ces voies exceptionnelles.

L'article 500 du Code de procédure dispose que le jugement qui rejettera la requête civile condamnera le demandeur à l'amende et aux dommages-intérêts, pour le paiement desquels le demandeur aura dû verser une somme de 150 francs. Cette somme est un minimum et de plus amples dommages-intérêts pourront être alloués.

Pour la tierce opposition et la prise à partie, le législateur s'est contenté de dire que le plaideur pourra être condamné à des dommages-intérêts s'il y a lieu.

Il suffira donc que l'exercice de ces voies de recours ait causé un préjudice pour que réparation en soit due, en dehors de toute faute dans l'exercice de l'action.

C'est une faute, au moins de témérité, que d'employer ces moyens extraordinaires de recours.

La jurisprudence de la Cour de cassation est bien fixée en ce sens, et on ne remarque point, en cette matière, la divergence entre les deux Chambres, que nous avons signalée à propos de l'exercice du droit de demande et de défense et du droit d'appel.

La Chambre des Requêtes et la Chambre civile ont adopté une formule identique.

Attendu, dit un arrêt de la Chambre civile, que si, lorsqu'il s'agit des voies ordinaires de recours, des dommages-intérêts ne peuvent être alloués qu'autant qu'il est établi que le droit au recours a été exercé malicieusement, dans des conditions qui constituaient une faute grossière équipollente au dol, il n'en est pas de même quand on procède par la voie extraordinaire de la tierce opposition; — Que l'article 479 du Code de procédure civile énonce que la partie dont la tierce opposition est rejetée sera condamnée à une amende qui ne pourra être moindre de 50 francs, sans préjudice des dommages-intérêts de la partie, s'il y a lieu; — Que de ces termes de la loi, on doit conclure qu'il appartient aux juges d'allouer ou de refuser des dommages-intérêts, suivant les circonstances, c'est-à-dire suivant qu'ils estimeront que la tierce opposition a causé ou non un préjudice, sous la seule condition, en cas de l'affirmative, d'établir ce préjudice : Rejette... (1).

La Chambre des Requêtes emploie les mêmes

1. Civ. Cass., 24 mars 1891. Sirey, 1891. I. 145. — Civ. Cass., 19 juin 1893. Sirey, 1894. I. 333 (motifs identiques).

motifs dans un arrêt du 10 février 1909. Elle s'approprie la formule même de la Chambre civile, même en ce qui touche la faute exigée pour donner ouverture à des dommages-intérêts en matière d'exercice des voies de recours ordinaires.

Attendu, dit-elle, que le demandeur en cassation soutient que l'arrêt attaqué n'a pu légalement le condamner à des dommages-intérêts envers le défendeur éventuel, à raison du préjudice causé à celui-ci par le simple exercice de la tierce opposition sans établir que le recours à cette procédure ait constitué la faute nécessaire pour motiver ladite condamnation.

Attendu que le juge du fond déclare que B... a agi avec témérité, sans bonne foi et pour tenter, par un artifice, de remettre en question la chose jugée; mais qu'il *est sans intérêt* de rechercher si les circonstances ainsi relevées sont ou non constitutives d'une faute de nature à motiver l'allocation des dommages-intérêts accordés;

Que si, lorsqu'il s'agit des voies de recours ordinaires, des dommages-intérêts ne peuvent être alloués que lorsqu'il est établi que le recours a été exercé malicieusement ou dans des conditions qui constituaient une faute grossière équivalente au dol, il n'en est pas de même quand on procède par la voie extraordinaire de la tierce opposition; — Que l'article 479 du Code de procédure civile énonce que la partie dont la tierce opposition est rejetée sera condamnée à une amende qui ne pourra être moindre de 50 francs sans préjudice des dommages-intérêts de la partie, s'il y a lieu; — Que de

ces termes de la loi, on doit conclure qu'il appartient au juge d'accorder ou de refuser des dommages-intérêts suivant les circonstances, c'est-à-dire suivant qu'ils estimeront que la tierce-opposition a causé ou non un préjudice, sous la seule condition, en cas d'affirmative, d'établir ce préjudice : Rejette... (1).

Des dommages-intérêts sont donc la suite normale du rejet de la tierce opposition si elle a causé un préjudice indépendamment d'une faute commise dans son exercice.

Cette doctrine, pourtant certaine et solidement fondée sur les textes, ne paraît pas avoir inspiré un arrêt de la Cour de Paris qui semble exiger une faute pour baser une allocation de dommages-intérêts.

Considérant, dit la Cour, que l'action de la tierce opposition n'apparaît pas comme téméraire ni vexatoire et ne saurait, à ce titre, motiver aucune allocation de dommages-intérêts qui semblent, du reste, d'autant moins justifiés en l'espèce, que la preuve n'a pas été rapportée qu'un préjudice appréciable ait été souffert du fait du recours dont s'agit (2).

1. Req. Cass., 10 février 1909. Sirey, 1909; Dalloz, 1909. 1. 376.

2. Paris, 11 janvier 1906. Dalloz, 1907. 2. 391.

CHAPITRE V

EMPLOI ABUSIF DES VOIES D'EXÉCUTION

Les différentes saisies organisées par le Code de procédure sont l'exercice d'un droit légitime.

Mais comme elles sont toujours des mesures graves pour le débiteur, au point de vue de ses affaires et de son crédit, le législateur paraît avoir voulu qu'elles ne puissent être exercées qu'aux risques et périls du créancier. L'article 562 du Code de procédure exige que l'huissier, qui aura signé la saisie-arrêt, puisse justifier de l'existence de son client au moment où le pouvoir d'agir lui a été donné, sous peine d'une sanction disciplinaire et de dommages-intérêts, s'il y a lieu. C'est qu'il s'agit d'une action redoutable et la loi veut que toutes les précautions soient prises.

C'est un droit que de saisir les biens de son débiteur, mais c'est un droit dangereux dont on ne doit user qu'avec prudence et modération.

La jurisprudence accorde à bon droit des dommages-intérêts au débiteur qui a eu à souffrir d'une

mesure d'exécution méchamment dirigée contre lui par un créancier malveillant.

Et la Cour de cassation se montre ici plus large quant à l'appréciation de la faute qu'en matière d'exercice du droit de recours à la justice. On ne retrouve point, dans les arrêts de la Chambre civile, la formule de principe qui revient dans presque tous les arrêts où elle a eu à statuer sur l'exercice abusif des droits.

Elle se contente d'une simple faute dans l'exercice de la saisie sans exiger de plus la mauvaise foi ou l'erreur grossière équipollente au dol.

Cette faute est nécessaire et le créancier qui exerce un droit légitime en interjetant appel et en saisissant les meubles de son débiteur, ne saurait être condamné à des dommages-intérêts si aucune faute ne peut lui être reprochée (1).

La Cour admet que cette faute est souverainement appréciée par le juge du fond, mais encore faut-il qu'elle ait causé un préjudice.

Attendu que pour condamner les hoirs T... à 100 francs de dommages-intérêts, l'arrêt attaqué constate uniquement que l'action par eux intentée contre H... et consorts, sous la forme d'une demande en validité de saisie-arrêt, n'était nullement justifiée; mais que rien dans ces termes n'établit

1. Civ. Cass., 20 mars 1878. Sirey, 1878. 1. 406. — Req. Cass., 13 juillet 1852. *Journal du Palais*, 1852. 2. 174.

qu'il en soit résulté pour H... et consorts un préjudice ; — Que l'arrêt attaqué a donc, par là, violé la disposition sus-visée (1382 C. civ.)... : Casse... (1).

Une faute dans l'exercice du droit ayant causé un préjudice est donc exigée. A plus forte raison, celui qui pratique une saisie sans droit doit être condamné à des dommages-intérêts (2).

Même, si le créancier avait le droit de recourir à la saisie, il ne doit le faire qu'avec réserve. Surtout, il ne doit point multiplier les saisies-arrests, dans le but évident de tourmenter son débiteur.

Attendu que l'arrêt attaqué constate que les saisies-arrests ont été *intempestives et frustratoires* ; qu'elles ont été multipliées avec si peu de discernement qu'on a dû renoncer à plusieurs d'entre elles. Que ces faits ont été souverainement appréciés par la Cour impériale de Poitiers et qu'en condamnant la dame de M... à 100 francs de dommages-inté-

1. Civ. Cass., 17 novembre 1888. Sirey, 1889. 1. 51.

2. Dijon, 12 mars 1884, Sirey 1874. 2. 210. — Req., 15 mars 1892. S. 94. 1. 495.

Attendu que la saisie-arrest est une mesure d'exécution à laquelle le saisissant ne peut recourir qu'à ses risques et périls, sans s'exposer quand elle est indûment pratiquée à la réparation du préjudice qu'elle a causé ;

Attendu qu'après avoir établi que S... avait pratiqué sans droit une saisie-arrest, l'arrêt attaqué n'a violé aucune disposition légale en le condamnant à des dommages-intérêts en réparation du préjudice qu'il a causé : Rejette...

rêts pour réparation du préjudice ainsi causé, elle n'a pas contrevenu à l'article 1382 ; Rejette... (1).

Un créancier, qui fait pratiquer une saisie-arrêt pour une somme supérieure à celle qui lui est véritablement due, commet une faute et doit être condamné à des dommages-intérêts si la saisie a causé un préjudice.

La mauvaise foi apparaît dans ce fait que la saisie est pratiquée pour une somme que le créancier a réclamée à un domicile autre que celui qui avait été stipulé (2).

A juste raison, la jurisprudence condamne celui qui fait pratiquer de nombreuses saisies-arrêts, pour satisfaire des rancunes de famille, sous couleur de poursuivre le remboursement d'une créance.

Attendu, dit la Cour de cassation que, s'il est de principe que l'usage d'une faculté légale ne saurait constituer une faute ni motiver, par suite, une condamnation en vertu de l'article 1382 du Code civil, il en est autrement lorsque l'usage d'une telle faculté dégénère en abus.

Et attendu qu'il résulte des déclarations de l'arrêt attaqué que « le demandeur, pour satisfaire ses rancunes contre la famille de sa femme, a suscité depuis 1880 les cou-

1. Civ., 16 février 1858. Sirey, 1858. I. 666.

2. Req. Cass., 22 octobre 1895. Sirey, 1899. I. 443.

teux procès qu'ont eu à soutenir S... père et la dame S...
ès noms ; — Qu'il a fait pratiquer dans un esprit purement
vexatoire des saisies-arrêts entre les mains de S... et de
tous les fermiers des immeubles de la succession de la
dame S... sa mère ; que l'allocation accordée par le premier
juge n'est qu'une réparation insuffisante du préjudice qu'il a
causé malicieusement à son beau-père ;

Attendu qu'en considérant ces procédés comme consti-
tutifs d'une faute qui rendait le demandeur passible de
dommages-intérêts, la décision attaquée n'a violé... :
Rejette... (1).

Dans une espèce intéressante du 22 décembre 1877,
la Cour de cassation a fait une application souve-
raine de la maxime *Malitiis non est indulgendum*.

Un débiteur avait fait offrir à son créancier par un
tiers, le jour de l'échéance, le montant de sa dette,
d'ailleurs quérable ; le créancier avait refusé et bien
que connaissant la parfaite solvabilité de son débi-
teur il avait pratiqué une saisie-arrêt dont il avait
continué la procédure malgré le renouvellement par
huissier des offres le lendemain de l'échéance.

Le tribunal et la Cour avaient non seulement
déclaré injustifiée et vexatoire la saisie-arrêt, mais
ils avaient validé les offres qui cependant étaient
manifestement tardives, les offres amiables étant

1. Sirey, 1895. I. 529.

inexistantes comme ne répondant pas aux conditions exigées par l'article 1258-7° du Code civil. La Chambre des Requêtes a rejeté le pourvoi (1).

Toutes les saisies sont susceptibles de dégénérer en abus.

Une saisie-gagerie, pratiquée en vertu d'une permission du juge à qui on a exposé, pour l'obtenir, des faits inexacts, expose à bon droit le saisissant à des dommages-intérêts envers le saisi (2).

Une saisie-exécution pratiquée sans droit et qui a causé un préjudice aux créanciers du saisi justifie la condamnation du saisissant à des dommages-intérêts (3).

1. Req. Cass., 22 décembre 1897. Dalloz, 1899. 1. 85. — Comp. civ. Cass., 2 juin 1902. Sirey, 1905. 1. 234. — Toulouse, 27 janvier 1898. Sirey, 1899. 2. 124.

Attendu que S... réclame aux consorts B... une somme de 60.000 francs en réparation du dommage qu'il prétend avoir souffert à la suite de saisies-arrests injustement et vexatoirement faites par eux à son préjudice ;

Attendu que si la saisie-arrest doit être considérée comme une mesure d'exécution faite aux risques et périls de celui qui la pratique, il ne saurait être contesté qu'elle ne peut motiver une action en dommages-intérêts qu'autant que le saisissant, en usant de son droit, aurait commis une faute ;

Attendu qu'il n'est pas, sans doute, nécessaire qu'il ait *agi méchamment ou de mauvaise foi*, mais qu'il faut tout au moins qu'il ait exercé son action en dehors des règles commandées par la plus vulgaire prudence : qu'il y a donc lieu de rechercher en appréciant les faits de la cause, si les consorts D... en usant des droits que la loi leur conférait, ont franchi les limites que les principes ci-dessus rappelés leur imposaient... etc.

2. Dijon, 18 mars 1879. Sirey, 1879. 2. 179.

3. Cass., 22 juin 1885. Sirey, 1886. 1. 124.

La jurisprudence a même admis qu'un simple commandement, fait indûment, pouvait donner lieu à des dommages-intérêts (1).

Enfin la loi elle-même a voulu mettre fin aux abus des anciennes oppositions à la vente « pour moyens à déduire en temps et lieux » émanant de tiers qui se prétendaient propriétaires des objets saisis.

L'article 608 énumère les conditions sans lesquelles la demande en distraction ne sera pas admise et elle prévoit que des dommages-intérêts pourront être accordés au saisissant, si la demande est rejetée et s'il y échec, c'est-à-dire si elle a causé un préjudice.

C'est là un abus très fréquent et la pratique a dû imaginer le moyen d'y parer. Si la demande ne répond pas exactement aux formalités exigées par l'article 608 du Code de procédure le juge ordonne la continuation des poursuites.

On est allé plus loin : on a autorisé le juge des référés à se faire juge du caractère frauduleux de la demande et on lui permet, malgré cette demande, d'ordonner la continuation des poursuites. C'est évidemment aller trop loin et on a adopté, au tribunal de la Seine, la pratique qui consiste à ordonner que les objets saisis seront mis sous séquestre

1. Cass., 13 avril 1886. Sirey, 1889. 1. 312.

jusqu'à ce que soit tranchée la question de propriété (1).

Dans bien des cas, en effet, ces demandes en distraction formées en cours de saisie ne sont que de mauvaises chicanes, destinées à retarder la vente. Le plus souvent même, après avoir assigné le saisisant et le saisi en revendication devant le tribunal du lieu de la saisie, le revendiquant ne suit pas l'audience et le saisi ne constitue même pas avoué sur cette assignation.

1. Trib. de la Seine, 15 février 1888. *Gazette des Tribunaux*, 6 avril 1888. — Paris, 12 janvier 1891. Dalloz, 1891. 2. 161.

CHAPITRE VI

QUELQUES EXCEPTIONS A LA RÈGLE DE L'ARTICLE 136 DU CODE DE PROCÉDURE

DE LA CONDAMNATION AUX DÉPENS EN CAS DE PROCÈS ABUSIF

Presque jamais l'allocation des dépens à la partie gagnante ne réparera d'une manière complète le préjudice que lui a causé le procès. Aussi a-t-elle la faculté de former une demande tendant à l'allocation de dommages-intérêts supplémentaires.

Il peut arriver, dans ce cas, que le juge, si la demande de dommages-intérêts ne lui paraît pas absolument fondée, ou s'il estime que la dispense de payer les dépens soit une réparation suffisante, décide que les dépens lui tiendront lieu de dommages-intérêts.

L'article 137 du Code de procédure suppose que le juge a ce pouvoir (1).

1. Art. 137 du C. de proc. — L'exécution provisoire ne pourra être ordonnée pour les dépens, quand même ils seraient adjugés pour tenir lieu de dommages-intérêts.

Il n'y a point là une dérogation au principe général de l'article 130 d'après lequel le perdant doit payer les dépens.

Dans le cas où ils sont adjugés pour tenir lieu de dommages-intérêts, ils perdent le caractère de dépens et prennent celui de dommages-intérêts alloués non plus en vertu du principe de l'article 130, mais en vertu de l'article 1382 du Code civil qui suppose une faute commise.

Ce caractère spécial des dépens présente un intérêt, notamment au point de vue de la solidarité.

En principe les dépens sont personnels et divisibles et le droit civil ne contient pas les mêmes dispositions que la loi pénale qui déclare les parties condamnées solidairement responsables des dépens.

Mais la jurisprudence admet que cette solidarité peut être prononcée contre les parties condamnées aux dépens quand ils sont adjugés à titre de dommages-intérêts (1).

Attendu que la solidarité ne se présume pas ; — Que les dépens sont personnels et divisibles ; — Que nulle disposition de loi ne permet, en matière civile, quand aucune condamnation solidaire n'a été prononcée au principal, de prononcer la solidarité des dépens contre plusieurs débiteurs conjoints, si ce n'est à titre de dommages-intérêts...

1. Civ. Cass., 11 décembre 1907. Dalloz, 1908. 1. 198. — Civ. Cass., 10 mai 1905. Dalloz, 1908. 1. 276.

Etant de véritables dommages-intérêts les dépens ainsi adjugés ne pourront l'être qu'à la condition de relever à la charge de la partie un délit ou un quasi-délit. Il ne s'agit plus de l'application de l'article 130 du Code de procédure, mais de l'application du principe général de la responsabilité.

Attendu que si la loi ne permet pas, en matière civile, quand aucune condamnation solidaire n'a été prononcée au principal, de prononcer la solidarité des dépens contre plusieurs débiteurs conjoints, si ce n'est à titre de dommages-intérêts, il en est autrement lorsque, comme dans l'espèce, la condamnation solidaire a été demandée et prononcée contre les débiteurs à raison de leur quasi-délit d'où il suit... : Rejette... (1).

L'arrêt qui aura prononcé la solidarité des dépens sans indiquer que c'était à titre de dommages-intérêts devra donc être cassé.

Attendu, dit l'arrêt du 11 décembre 1907 précité, que, dans l'espèce, en confirmant le chef du jugement du tribunal de Nouméa qui avait condamné solidairement les consorts M... aux dépens sans spécifier que c'était à titre de dommages-intérêts que la solidarité était prononcée l'arrêt attaqué a violé... : Casse...

Les dépens alloués à titre de dommages-intérêts

1. Req. Cass., 12 novembre 1907. Dalloz, 1908.1.87. — Civ. Cass., 18 mai 1898. Dalloz, 1900.1.326. — Civ. Cass., 29 juin 1903. Dalloz, 1903.1.411.

peuvent être adjugés non seulement à la partie gagnante en raison du préjudice qu'il aura souffert par le fait de l'instance qu'on lui a injustement intentée ; mais ils peuvent être adjugés même à celui qui perd son procès.

Ce sont là de véritables exceptions au principe général de l'article 130 qui veut que, seule, la partie qui succombe soit condamnée aux dépens. La plupart de ces exceptions sont motivées par une faute commise par la partie gagnante dans l'exercice de son droit et les dépens alloués au perdant le sont à titre de dommages-intérêts. Cette condamnation est prononcée à la demande du perdant, en vertu de l'article 1382 et à la condition qu'une faute soit établie à la charge du gagnant. Les tribunaux pourraient condamner, en sus des dépens, à des dommages-intérêts supplémentaires, mais ils peuvent aussi se contenter de dispenser le perdant de les payer en condamnant le gagnant à les payer à titre de dommages-intérêts.

Il est des cas où le gagnant peut être condamné à payer les dépens, indépendamment de toute faute de sa part. La jurisprudence a toujours admis que les tribunaux avaient un pouvoir discrétionnaire en ce qui concerne la répartition des dépens (1).

1. Req. Cass., 4 février 1907. Sirey, 1907. I. 128. — Req. Cass., 21 octobre 1902. Sirey, 1902. I. 519.

C'est ainsi qu'elle condamne aux dépens celui qui plaide dans son intérêt exclusif, bien qu'il triomphe, celui, par exemple, qui est demandeur en vérification d'écriture, lorsque le défendeur n'a pas résisté et a reconnu sur-le champ l'écriture qu'on lui opposait.

La jurisprudence fait une application intéressante de son pouvoir discrétionnaire quant aux dépens, à l'occasion de la responsabilité des agents de change.

L'agent de change qui refuse de faire des transferts de titres, sans qu'on lui justifie d'un emploi, aux termes du contrat de mariage, ne peut être condamné aux dépens du jugement qui l'oblige à faire le transfert.

Mais ce sont là des exceptions à la règle générale de l'article 130 qui ne sont point motivées par une faute du plaideur dans l'exercice de l'action.

La jurisprudence admet que le plaideur qui triomphe peut néanmoins être condamné aux dépens, si, pour soutenir une prétention d'ailleurs légitime, il a employé des moyens vexatoires, inspirés par un esprit de chicane (1).

Attendu que si, d'après l'article 130 du Code de procédure, toute partie qui succombe doit être condamnée aux dépens, il est certain que le tribunal a le droit de mettre ces dépens

1. Paris, 29 déc. 1882. Dalloz, 1883. 2. 218. — Trib. civ. Seine, 29 mars 1899. Dalloz, 1903. 2. 167. — Trib. civ. Seine, 23 mai 1901. Dalloz, 1901. 2. 363.

à la charge de la partie qui, pour soutenir des prétentions d'ailleurs légitimes, a eu recours à des procédés abusifs et constituant une véritable faute ;

Attendu que l'arrêt attaqué justifie la condamnation aux dépens prononcée contre la dame H..., bien qu'au principal, son adversaire fût condamné à lui payer une somme de 114 francs, en considérant que l'attitude de la demanderesse, en refusant de s'incliner devant une expertise qui offrait, à tous égards, une complète garantie, n'était évidemment inspirée que par l'esprit de chicane dont C... a déjà souvent été victime.

Attendu que la décision attaquée se trouve ainsi légitimement motivée... : Rejette... (1).

Ce n'est point le seul cas où le gagnant peut être condamné aux dépens. Il suffit que les frais aient été rendus nécessaires par la faute du gagnant pour qu'il soit condamné à les payer.

Il y a faute de la part de quelqu'un qui laisse inutilement faire des frais alors qu'il pourrait les éviter si, dès l'abord, il avait révélé sa situation juridique véritable.

C'est à bon droit qu'un patron qui, actionné en responsabilité à raison d'un accident survenu par la faute d'un ouvrier, ne fait connaître que très tard la situation véritable d'où il résulte qu'au moment de

1. Req. Cass., 4 février 1907. Sirey, 1907. I. 128.

l'accident, l'ouvrier n'était pas à son service, est condamné aux dépens qu'il a rendus nécessaires (1).

Il suffira même, pour justifier l'exception au principe de l'article 130, que le gagnant ait rendu l'action plus coûteuse. Le défendeur, par exemple, qui fait tardivement les justifications qui sont de nature à faire rejeter la demande, est justement condamné en tous les dépens, quand même son adversaire succomberait (2).

Attendu qu'il résulte des énonciations de l'arrêt attaqué que c'est la résistance injuste de la dame A..., à l'exécution des volontés du testateur qui a obligé les légataires particuliers à exposer les frais du procès qu'ils ont intenté et à intervenir dans l'instance en liquidation pour la sauvegarde de leurs droits ; — Que, dès lors, en considérant ces frais comme des accessoires des frais de délivrance et en le laissant à la charge de sa légataire universelle, l'arrêt attaqué n'a violé... : Rejette... (3).

1. Limoges, 25 juin 1890. Dalloz, 1892. 2. 570. — Civ. Cass., 16 mars 1896. Dalloz, 1896. 1. 248. — En ce sens Garsonnet, *Traité th. et prat. de Procédure*, 2^e édit., t. III, p. 49.

2. Paris, 3 mars et 11 mars 1892. Dalloz, 1893. 2. 415.

3. Cass., 2 juillet 1894. Dalloz, 1894. 1. 497.

En ce sens. Civ. Cass., 16 mars 1896. Dalloz, 1896. 1. 248.

Attendu qu'il est déclaré par l'arrêt attaqué que les frais faits sur l'appel de D... « ont été motivés par la prétention nouvelle des demandeurs ; qu'après avoir d'abord conclu en première instance à l'homologation de l'acte du 3 septembre 1892, ils ont voulu plus tard, dans un but facile à apercevoir attribuer à cet acte la

Grâce à ce pouvoir discrétionnaire les tribunaux peuvent condamner l'opposant à un jugement de défaut aux frais occasionnés par son défaut, bien qu'il ait triomphé sur son opposition.

Il est en faute de n'être pas venu quand il aurait pu, par un argument péremptoire, faire écarter la demande (1).

A plus forte raison, le défendeur défaillant doit être condamné aux dépens quand il est établi que son défaut n'avait d'autre but que de nuire au demandeur en lui occasionnant des frais.

Attendu qu'en principe la partie qui succombe doit, d'après l'article 130 du Code de procédure, être condamnée aux dépens ; — Que le tribunal peut, il est vrai, d'après les circonstances de la cause, mettre à la charge du défaillant les frais occasionnés par son défaut, bien que, sur son opposition, cette partie ait fait rejeter la demande dirigée contre elle, mais qu'ils ne peuvent le faire que si le demandeur a fait défaut dans le but de nuire au demandeur... (2).

Voici donc des cas dans lesquels les dépens se comporteront pratiquement comme une véritable peine du plaideur téméraire.

valeur d'une décision arbitrale» ; — Qu'en mettant dans ces circonstances ces frais à la charge des assureurs qui, d'après des constatations, les avaient rendus ainsi nécessaires par leur faute, ledit arrêt n'a violé... etc. : Rejette...

1. Trib. civ. Seine, 17 avril 1869. Dalloz, 1869. 5. 224.

2. Dijon, 30 oct. 1893. Dalloz 1894. 2. 366.

CHAPITRE VII

DÉPENS ALLOUÉS A TITRE DE DOMMAGES-INTÉRÊTS

Par l'allocation des dépens à l'un ou à l'autre des partis, les tribunaux ont un moyen de punir soit la témérité, soit la mauvaise foi des plaideurs.

Nous avons vu qu'ils jouissaient, au point de vue de l'allocation des dépens, d'un véritable pouvoir discrétionnaire qui leur permet de les accorder non seulement au gagnant, mais encore au perdant lui-même.

Ils ont encore un moyen de punir la chicane au moyen de l'allocation des dépens : c'est de mettre à la charge du plaideur en sus des dépens, des frais qui normalement ne font pas partie des dépens et ne peuvent être mis à la charge d'un plaideur qu'à titre de dommages-intérêts.

Que comprennent les dépens ? On admet qu'ils ne comprennent que le coût des actes de procédure y compris le prix du papier timbré et les droits de

greffe et d'enregistrement de ces actes, les vacations des avoués et des huissiers, le droit de 15 francs pour la plaidoirie de l'avocat (encaissé par l'avoué) les frais de voyage de la partie (un seul voyage est taxé), l'enregistrement du jugement et les droits qui sont perçus sur les chefs de disposition et de condamnation qu'il contient.

Les dépens comprennent aussi les frais de levée et de signification du jugement (Civ. cass., 9 janvier 1900. Dalloz, 1904. 1. 605).

Mais, le plus souvent ces frais ne seront pas les plus considérables que la partie aura dû déboursier.

Ce qui fait la cherté d'un procès ce sont précisément ces « faux frais », tels que les honoraires de l'avoué, de l'avocat ou de l'agréé, les frais de déplacement et de séjour, frais de copie ou d'impression de pièces, etc.

Le tribunal pourra obliger le perdant à les payer à son adversaire à titre de dommages-intérêts s'il est saisi de conclusions de la partie dans ce sens et à la condition de motiver cette partie de sa décision.

Ces frais ou droits ne constituent plus en effet la dette ordinaire des dépens : ils sont de véritables dommages-intérêts qui ne peuvent être alloués que par une disposition motivée qui constate la faute commise et le préjudice éprouvé.

Et l'appréciation du motif tombe sous le contrôle de la Cour de cassation. Il ne suffira point de dire

pour condamner une partie à ces frais spéciaux, en sus des dépens, de dire que cette condamnation est prononcée en tant que de besoin, à titre de dommages-intérêts (1) ». Les tribunaux doivent préconiser la faute de la partie ainsi condamnée, et c'est motiver insuffisamment une telle condamnation que de la baser sur la résistance de la partie (2).

A plus forte raison, une condamnation semblable n'est-elle pas justifiée quand l'arrêt attaqué qui la prononce reconnaît lui-même dans ses motifs que rien n'autorise à déclarer vexatoire ou empreinte de mauvaise foi la demande du plaideur qui a succombé (3).

Mais les motifs donnés par le juge peuvent être implicites.

Attendu, dit la Cour de cassation, que l'arrêt attaqué a condamné V... à supporter, outre les dépens de l'instance « tous droits, doubles droits d'enregistrement et amendes qui seraient perçus dans le procès actuel, comme étant occasionnés par ses agissements » ;

Attendu que ce chef du dispositif se réfère manifestement à l'ensemble des constatations contenues dans les motifs, d'où il résulte que les justifications faites au cours de

1. Civ. Cass., 25 octobre 1904. Dalloz, 1905. 1. 33.

2. Civ. Cass., 3 février 1904. Dalloz, 1905. 1. 315.

3. Civ. Cass., 20 octobre 1903. Dalloz, 1904. 1. 18-19. — Civ. Cass., 2 août 1905. Dalloz, 1905. 1. 356.

l'instance par la dame V... et la perception des droits fiscaux qui en a été la suite, ont été rendues nécessaires par les procédés abusifs de V... qui, à l'aide de déclarations de complaisance et de quittances fictives, obtenues par lui de la faiblesse de la belle-mère, avait cherché à frustrer sa femme des droits auxquels elle pouvait légitimement prétendre dans la liquidation.

Attendu que la condamnation est aussi légalement justifiée... : Rejette... (1).

En résumé, les tribunaux pourront condamner le plaideur qui succombe à des frais qui normalement n'auraient pas été compris dans la simple allocation des dépens. Mais cette allocation a le caractère d'une véritable condamnation à des dommages-intérêts en vertu de l'article 1382 et, conformément à cet article, la faute et le préjudice devront être établis.

C'est ainsi qu'un arrêt a pu condamner à juste titre une partie à payer l'impression de certaines pièces produites par son adversaire, lorsque cette production a été faite pour répondre à une production dolosive de cette partie (2).

Les frais d'instances précédentes peuvent être mis à la charge de la partie dont la faute a causé un préjudice (3).

1. Civ. Cass., 29 décembre 1902. Dalloz, 1904. I. 401.

2. Req. Cass., 29 avril 1890. Dalloz, 1892. I. 10.

3. Civ. Cass., 4 août 1880. Dalloz, 1881. I. 438.

La jurisprudence admet que les droits, doubles droits et amendes d'enregistrement perçus sur des actes produits à l'occasion du procès, peuvent être mis à la charge de la partie qui n'en est pas débitrice aux termes de la loi fiscale.

Les droits de timbre et d'enregistrement sont, en effet, de deux sortes : 1° ceux auxquels donnent lieu les divers actes de la procédure et ceux qui sont perçus sur les chefs de disposition ou de condamnation du jugement lui-même ; 2° ceux qui sont perçus sur des actes produits au procès par les parties à l'appui de leurs prétentions.

Les premiers sont certainement compris dans la condamnation aux dépens. Mais on a discuté en ce qui concerne les seconds et on a proposé une distinction.

S'il s'agit d'actes obligatoirement soumis à la formalité de l'enregistrement sous les peines portées par la loi (actes notariés, actes sous seing privé contenant transmission de propriété, etc.), ils ne sont pas compris dans la condamnation aux dépens et doivent être payés par la partie qui les a produits et qui en est seule débitrice.

S'il s'agit, au contraire, d'actes sur lesquels les droits ne sont perçus que parce qu'il a fallu les faire enregistrer pour les produire en justice, ils sont, à juste titre, compris dans la condamnation aux dépens pour être payés par la partie qui succombe.

La jurisprudence a adopté une formule qu'elle a maintenu dans de nombreux arrêts. Les perceptions fiscales auxquelles donne lieu un jugement ne sont comprises dans les dépens en vertu de l'article 130 du Code de procédure qu'autant que ces perceptions ont leur cause génératrice dans le jugement lui-même (1).

Mais ceux qui ne sont perçus que parce que le procès en a été la cause *occasionnelle*, parce que les énonciations du jugement ou de l'arrêt ont révélé à l'administration l'existence d'actes qu'elle eût ignorés sans cela, doivent être payés par la partie qui en est débitrice aux termes de la loi fiscale.

Mais une jurisprudence bien établie décide que ces frais pourront être mis à la charge de la partie qui succombe, mais à titre de dommages-intérêts.

Attendu, dit la Cour de cassation, que la condamnation aux dépens comprend l'enregistrement du jugement qui la prononce et, par une suite nécessaire et directe, les droits perçus sur les chefs de dispositions et de condamnation que le jugement lui-même contient à l'égard de la partie qui succombe, mais qu'elle ne s'étend pas aux droits que l'administration de l'enregistrement perçoit sur des actes antérieurs dont les énonciations de jugement lui ont révélé l'existence ;

1. Cass. Civ., 13 fév. 1872. Dalloz, 1872. 1. 166. — Dijon, 16 mars 1894. Dalloz, 1895. 2. 260. — Civ. Cass., 29 déc. 1902. Dalloz, 1904. 1. 403.

Attendu que ces droits dont le jugement n'est que la cause occasionnelle ne peuvent être mis à la charge d'une autre partie que celle qui en est débitrice aux termes de la loi fiscale que par une disposition spéciale prononçant cette condamnation à titre de dommages-intérêts et la justifiant par la précision de la faute et du dommage éprouvé... : Casse... (1).

Ce sont bien, en effet, des dommages-intérêts mis à la charge du plaideur qui succombe, non plus par application de l'article 130 du Code de procédure, puisque ce ne sont pas des dépens, mais par application de l'article 1382.

Par conséquent doit être cassé l'arrêt qui ne précise point cette faute.

Attendu que l'arrêt attaqué n'a spécifié aucune faute d'où il ait pu faire résulter légalement la condamnation des demandeurs en cassation en paiement des frais d'enregistrement des actes produits en cours d'instance... : Casse... (2).

En dehors d'une faute, ces droits d'enregistrement doivent rester à la charge de la partie qui en est débitrice d'après la loi fiscale.

1. Civ. cass., 22 fév. 1905. Dalloz, 1905. I. 382. — 16 déc. 1901. Dalloz, 1903. I. 381. — 19 oct. 1908. Dalloz, 1908. I. 552. — 9 nov. 1908. Dalloz, 1908. I. 572. — 25 janv. 1909. Dalloz, 1909. I. 291.

2. Civ. Cass., 23 nov. 1897. Sirey, 1899. I. 261. — Civ. Cass., 3 fév. 1904. Dalloz, 1905. I. 315.

Attendu qu'il y a lieu de retrancher de cette même créance les droits d'enregistrement perçus à l'occasion de productions de pièces faites au cours des instances qui se sont terminées sans qu'il eût été statué sur ces dépens qui doivent, aux termes d'une jurisprudence constante et à moins d'une décision expresse et contraire, demeurer à la charge exclusive de la partie qui en est débitrice conformément aux lois fiscales... (1).

1. Lyon, 5 juillet 1910. *Gaz. du Palais*, 1910, 15 septembre.

Vu : le Président de la thèse

ALBERT TISSIER

Vu : le Doyen,

CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD

INDEX BIBLIOGRAPHIQUE

- AUBRY et RAU. — *Cours de Droit civil français*. 5^e édition.
BAUDRY-LACANTINERIE et BARDE. — *Des Obligations*, t. I.
BUFNOIR. — *Propriété et Contrat*.
DEMOLOMBE. — *Cours de Code Napoléon*.
GARSONNET. — *Traité théorique et pratique de Procédure*.
2^e édition.
GIRARD. — *Manuel élémentaire de Droit romain*. 2^e édition.
GLASSON et TISSIER. — *Précis de Procédure civile*. 2^e édition.
LAROMBIÈRE. — *Théorie et Pratique des Obligations*.
LAURENT. — *Principes du Droit civil français*.
PLANIOL. — *Traité élémentaire de Droit civil*. 3^e édition.
SALEILLES. — *Etudes sur la Théorie générale de l'Obligation*.
2^e édition.
SOURDAT. — *Traité général de la Responsabilité*. 4^e édition.

OUVRAGES SPÉCIAUX ET THÈSES

- BOSC. — *Essai sur les Éléments constitutifs du délit civil*.
Thèse de Montpellier, 1901.
CAPITANT. — *Des Obligations de Voisinage*. (*Revue critique
de Législ. et de Jurisp.*, t. XXIX, 1900).
CHARMONT. — *L'Abus du Droit* (*Revue trimestrielle de Droit
civil*, 1902).
DESSERTAUX. — *Abus de Droits ou conflits de Droits* (*Revue
trimestrielle de Droit civil*, 1906).

DUFFAU-LAGAROSSE. — *Du Droit aux documents internationaux dans le Contrat de Louage...* (*Revue critique*, 1899).

GÉNY. — *Méthodes d'interprétation et Sources en Droit positif*.

JOSSERAND. — *De l'Abus des Droits*. Paris, 1905.

PORCHERET. — *De l'Abus du Droit*. Thèse de Dijon, 1901.

SALOMON. — *De l'Abus du Droit*. Thèse de Paris, 1903.

SALEILLES. — *De l'Abus du Droit* (*Bulletin de la Société d'Études législatives*, 1905).

NOTES DE JURISPRUDENCE

LABBÉ. *Sirey*, 1871. 1. 9; 1889. 4. 1.

CHAVEGRIN. *Sirey*, 1896. 2. 225.

PLANIOL. *Dalloz*, 1896. 2. 457; 1903. 2. 329.

ESMEIN. *Sirey*, 1897. 1. 17; 1898. 1. 65.

SALEILLES. *Dalloz*, 1897. 1. 433.

APPERT. *Sirey*, 1904. 2. 217.

FERRON. *Sirey*, 1903. 2. 17.

JOSSERAND. *Dalloz*, 1906. 2. 105.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	5
CHAPITRE PREMIER. — Du plaideur téméraire. —	
Notions générales et historiques.....	23
CHAPITRE II. — De l'exercice abusif de la demande en	
justice.....	33
CHAPITRE III. — De l'exercice abusif de la défense en	
justice.....	59
CHAPITRE IV. — Exercice abusif des voies de recours.	69
SECTION I. — Voies de recours ordinaires.....	70
SECTION II. — Voies de recours extraordinaires...	78
CHAPITRE V. — Emploi abusif des voies d'exécution...	85
CHAPITRE VI. — Exceptions à la règle de l'article 130	
du Code de procédure. — De la condamnation	
aux dépens en cas de procès abusif.....	93
CHAPITRE VII. — Des dépens alloués à titre de	
dommages-intérêts	101

